



André Pratte

La vraie nature du Parti libéral

Par ses vibrants plaidoyers en faveur des démunis, Jean Chrétien avait presque réussi à nous faire oublier la vraie nature du Parti libéral du Canada. Sa participation à un cocktail à 1000\$ par personne dans une résidence de Westmount vient nous rappeler que, comme le Parti conservateur, le PLC entretient des liens privilégiés avec l'establishment.

La réception d'hier soir était la principale activité du Club Laurier au Québec cette année. Sont membres de ce club fondé il y a une quinzaine d'années les personnes qui acceptent de verser 1000\$ au Parti libéral du Canada. Compte tenu du crédit d'impôt fédéral pour les dons à des partis politiques, la contribution nette des membres est de 550\$. En échange, explique la lettre envoyée aux membres par MM. Marc Lalonde et Léo Kolber, «les membres du Club Laurier sont invités à une réception annuelle à la résidence de M. et Mme Chrétien à Ottawa, participent à une rencontre privée pour les membres lors du passage du chef dans les différentes villes canadiennes et reçoivent régulièrement différents documents du bureau du chef et du caucus libéral». Le Club Laurier compte 250 membres au Québec.

Avant de crier au scandale, mettons les choses en perspective. Un don de 1000\$ au PLC permet de rencontrer le chef lors d'un cocktail, deux fois par année. Mais cet «accès privilégié» a ses limites. Au cours d'une réception à laquelle participent 200 personnes, la plupart des invités ne parlent au leader qu'une minute ou deux. C'est davantage le lieu d'échanges de banalités que de discussions d'affaires.

Il faut savoir aussi qu'une contribution de 1000\$ n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan que sont les budgets des partis politiques; le Parti libéral du Canada a amassé l'an dernier pas moins de 6,7 millions. Mille dollars, c'est aussi bien en deça de la limite de 3000\$ fixée au Québec par la loi électorale, limite qui garantit ce qu'on appelle le «financement populaire».

On se tromperait donc si l'on concluait que les membres du Club Laurier jouissent, du simple fait de leur membership à ce club, d'une influence considérable auprès du chef libéral. Mais cela ne signifie pas que de telles activités, courantes aussi chez les conservateurs et chez les libéraux provinciaux, soient acceptables.

Ce qui choque ici, c'est l'accroc au principe de l'égalité politique des citoyens, principe fondamental en démocratie. Mettre «en vente» l'accès au chef d'un parti, et éventuellement au premier ministre, n'est-ce pas ouvrir la voie à une influence indue de la part des plus offrants? Si un don de cent dollars donne droit à une rencontre avec un député, si un don de mille dollars permet de glisser quelques mots à l'oreille du chef, de quels privilèges jouissent les personnes qui donnent 5000\$? Et que reçoit une entreprise comme le Canadien Pacifique, qui a versé 64 000\$ à chacun des deux grands partis l'an dernier?

(Une note en passant: à notre connaissance, ni le Bloc québécois, ni le Reform Party n'organisent d'activités de financement pour une clientèle aussi restreinte. Même s'il oeuvre sur la scène fédérale, le Bloc s'est imposé de respecter les principes de la loi électorale provinciale en refusant les dons d'entreprises et de syndicats et en fixant un plafond de 5000\$ pour les dons de particuliers. Le Reform Party reçoit 90 p. cent de son financement de particuliers, mais accepte les dons des entreprises.)

Ce qui choque

Certes tout cela n'a rien de nouveau. Il faut aussi admettre que dans une économie capitaliste, comme la nôtre, l'élite financière jouira toujours d'une influence considérable sur les gouvernements. Une telle influence est normale dans la mesure où elle résulte de l'importance d'une entreprise dans l'économie ou de la compétence particulière d'une personne. Ce qui choque, c'est lorsque cet ascendant est ou paraît être injustement amplifié par des liens d'argent.

Cela révolte d'autant plus venant d'un parti qui a passé neuf ans à dénoncer les conservateurs parce qu'ils organisaient des activités similaires. Venant d'un parti dont le programme électoral affirme que «les Canadiens doivent pouvoir s'entretenir avec les ministres et les hauts fonctionnaires sans être contraints de verser des honoraires aux lobbyistes». Et venant d'un chef qui soutient avec fougue que «c'est la responsabilité de la classe politique de s'assurer que les plus faibles soient entendus au Parlement».

Sous un gouvernement Chrétien, les faibles seront peut-être entendus au Parlement. Mais les entendra-t-on au 100 Summit Circle?

Loiselle désapprouve le «coup bas» à Bouchard

Il se dissocie du communiqué au sujet des dépenses de l'ambassade du Canada à Paris

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Visiblement embarrassé et gêné, le ministre des Finances, Gilles Loiselle, s'est dissocié, hier, du communiqué émanant de son organisation et laissant croire que le chef du Bloc québécois avait gaspillé l'argent des contribuables canadiens alors qu'il était ambassadeur à Paris, de 1985 à 1989.

C'est d'abord à l'émission SRC-Bonjour, de Radio-Canada, que s'est adressé le député conservateur de Québec, pour expliquer que ce communiqué avait été émis «dans l'enthousiasme de la campagne électorale» et qu'il allait plus tard faire des corrections.

En conférence de presse, Gilles Loiselle, qui n'était pas reconnu pour de telles manœuvres, a expliqué que ce communiqué faisait état d'une augmentation de l'ordre de 60 p. cent du budget de l'ambassade canadienne à Paris sous le règne de Lucien Bouchard — et sous le

gouvernement conservateur — avait été diffusé sans son autorisation.

«Je croyais qu'on l'avait posé sur mon bureau pour autorisation et non pas pour me faire savoir qu'il était déjà en circulation», a-t-il ajouté.

Pressé de questions, il n'en a pas moins refusé de faire quelque commentaire ou de donner la ventilation des chiffres avancés, se contentant de dire qu'ils étaient rigoureusement exacts mais qu'ils «sont peut-être justifiés». «A M. Bouchard de répondre», a-t-il lancé.

Puis, après avoir répété qu'il aurait préféré vérifier les chiffres avant — ce qu'il a fait depuis — ou «le voir avant qu'il parte», Gilles Loiselle a fini par avouer: «Pour être franc, j'aurais préféré que ce communiqué ne soit pas publié. C'est la manière... Sur le fond, bien le geste est là, on y vit avec.»

Peu après que le communiqué eut échoué dans les salles de rédaction, mardi après-midi, La Presse a tenté auprès du signataire, Denis Boucher, d'obtenir une ventilation des dépenses exposées, mais sans succès. Les journalistes n'ont

pas été plus chanceux en présence de M. Loiselle, celui-ci se contentant de dire: «Nous, on publie des chiffres qui démontrent une augmentation du budget de l'ordre de 60 p. cent, un pourcentage étonnant, et s'il y a des explications à donner, c'est à M. Bouchard de le faire. Il a peut-être des bonnes explications...»

Officiellement, M. Loiselle refuse de blâmer son attaché de presse, Denis Boucher, pour cette manœuvre. Tout au plus, ce qui revient peut-être au même, dira-t-il: «Le communiqué a été envoyé par des gens enthousiastes — il est heureux qu'il y en ait — et s'il y a des explications à donner, c'est à M. Bouchard de le faire.»

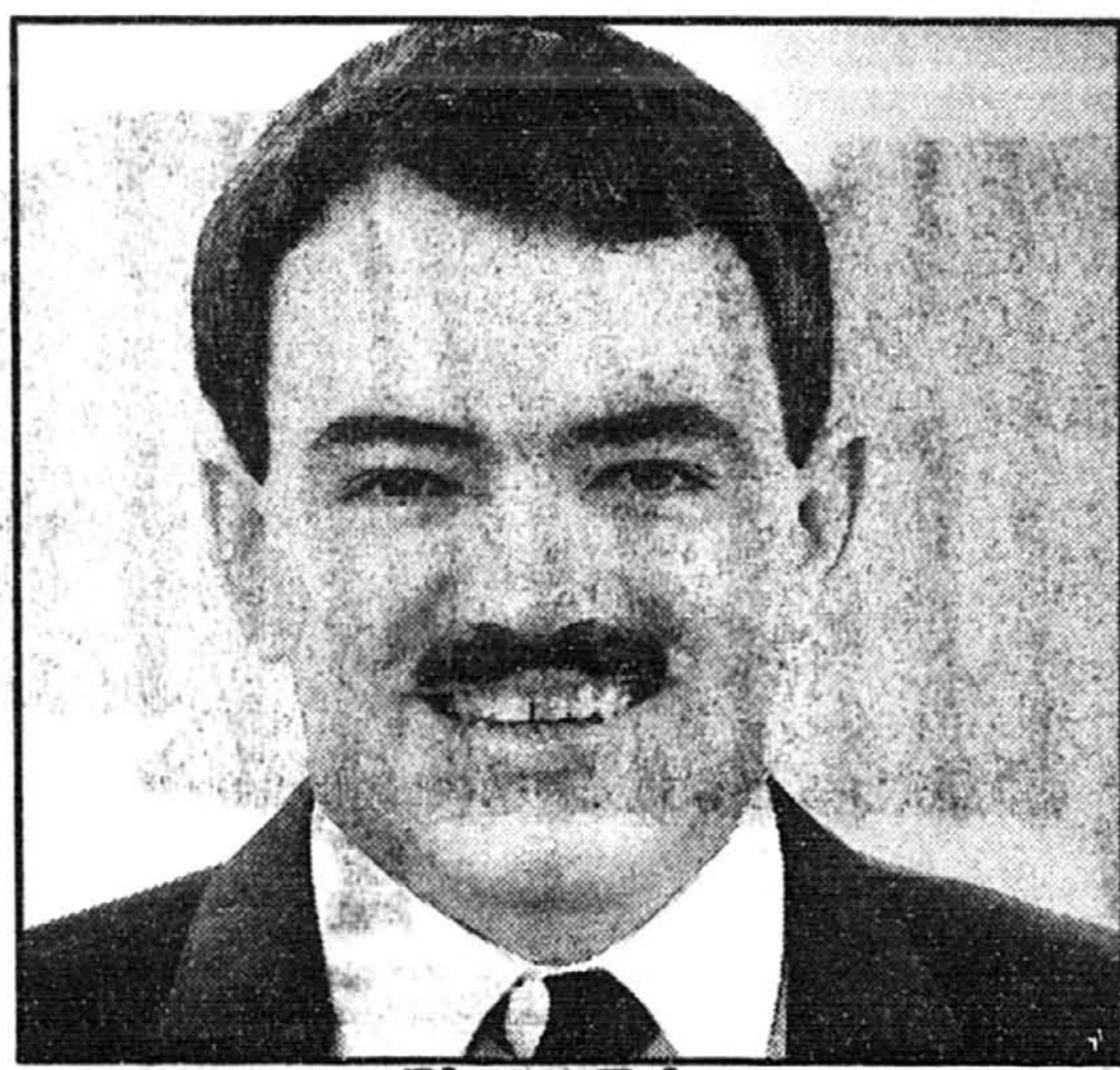
De toute évidence, cette attaque que Lucien Bouchard a qualifiée mardi soir de «coup bas venant de haut», a tourné à son avantage, le chef du Bloc québécois parvenant, par ses explications, à en tirer profit. Il a fait valoir que ses efforts comme ambassadeur avaient contribué à faire en sorte que soient presque doublés les échanges commerciaux entre la France et le Canada et il a fait ressortir que

durant cette même période il avait mis sur pied deux sommets de la francophonie. «Cette période est celle de ma vie dont je suis le plus fier. Il n'y a pas eu de gaspillage à Paris mais des investissements pour créer de l'emploi au Canada», a-t-il soutenu.

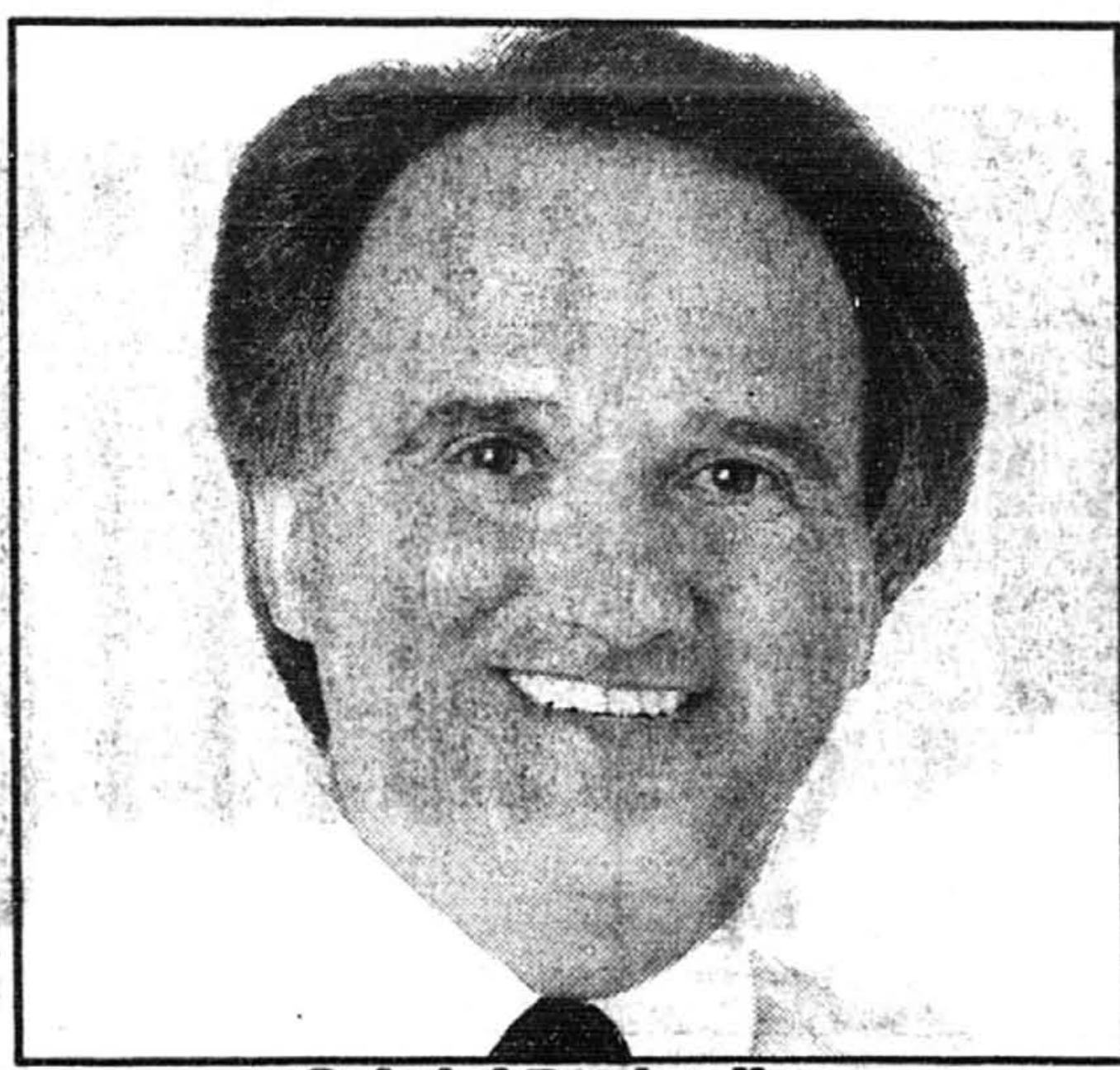
Interrogé à nouveau hier, M. Bouchard a indiqué qu'il avait donné les explications qu'il avait à donner et que l'incident était clos pour lui. «C'est une porte qui a été ouverte et que M. Loiselle a refermé aujourd'hui. Il a dit que le communiqué n'avait pas été publié correctement. Je considère que l'incident est clos. Cela me permet de conserver une certaine mesure d'estime pour l'homme», a conclu le chef du Bloc.

«Les chiffres mentionnés dans le communiqué ont été déposés aux Communes, en juin, pour le secrétariat aux Affaires extérieures», a précisé hier M. Bouchard pour souligner qu'ils étaient connus. Ils font notamment état du budget de fonctionnement qui est passé de 4,9 millions en 1985 à 8,4 millions en 1987-88.

PORTRAIT DE TÉMISCAMINGUE



Pierre Brien



Gabriel Desjardins

Une lutte à deux dans l'ancien fief de Réal Caouette

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale
ROUYN-NORANDA

On chercherait d'instinct une tête enrubannée de bandelettes, telle ment l'étiquette de «député invisible» lui colle à la peau. Mais non! Le député conservateur Gabriel Desjardins, petit, nerveux, verbo-moteur, est bien là! Dans l'espoir d'un troisième mandat!

Il se livre même à un strip-tease électoral:

Au Témiscamingue, dans le sud de la circonscription, il ne cesse de parler des 58 millions de dollars d'investissements fédéraux depuis 1988.

À Rouyn-Noranda, dans le centre, il rappelle la tour de contrôle de l'aéroport municipal et un bureau régional d'Emploi et Immigration Canada. Desjardins ne dédaigne pas les promesses bizarres. Même une piscine dans le lac Osisko, ce plan d'eau qui sépare Rouyn de Noranda, pollué au dernier degré par les rejets de l'usine de smeltage. Des petits malins font des gorges chaudes sur un éventuel recyclage de la toile du Stade olympique.

Puis, à La Sarre au nord, il promet un deuxième neuf trous pour le golf municipal. «C'est bon pour le tourisme!»

Commerçant, quidam sans histoire de La Sarre, Gabriel Desjardins a bénéficié du désarroi du Parti conservateur,

inexistant dans Témiscamingue en 1984. Madeleine Jackson, la femme à tout faire de l'avocat Normand Grimard, pontife conservateur dans le nord-ouest du Québec, cherchait désespérément un candidat pour contrer le député libéral, Henri Tousignant. La vague conservatrice a ensuite bouleversé l'échiquier politique canadien; Normand Grimard est devenu sénateur et Gabriel Desjardins, député chevronné, et même président du caucus conservateur québécois.

Le troisième mandat, lui, n'est pas gagné d'avance. En face, un jeune loup du Bloc, aux dents longues, avec des airs d'avocat des années 40... âgé d'à peine 23 ans, diplômé des HEC encore frais sous le bras. Pierre Brien! C'est un politicien dans l'âme, assure-t-on chez les bloquistes.

Pour l'investiture du Bloc, le benjamin a terrassé, le 20 juin dernier, un chef syndical connu, Serge Lefebvre, ex-président du Conseil central CSN d'Abitibi-Témiscamingue. La confrontation a laissé des séquelles. Lefebvre, depuis, refuse mordicus de grimper à la même tribune que Brien.

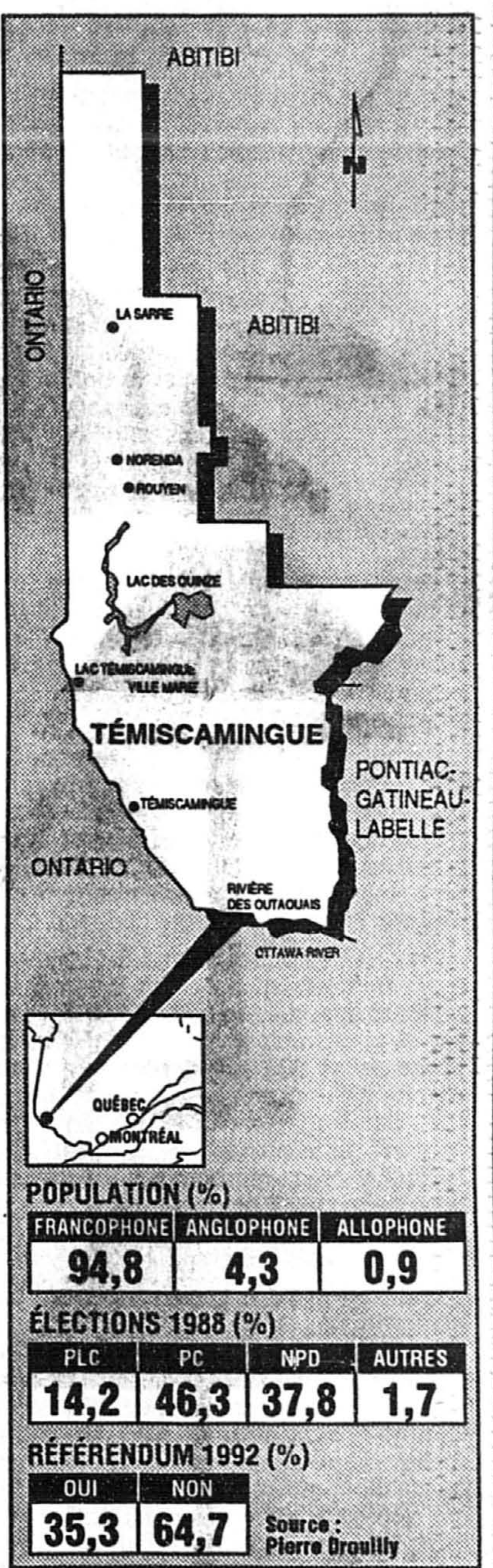
Le candidat Brien, par contre, engrange les bénéfices d'une campagne entamée il y a dix ou onze mois. Il reçoit l'appui inconditionnel des deux députés péquistes: François Gendron d'Abitibi-ouest (La Sarre) et Rémy Trudel de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

De mauvaises langues taxent même Brien de «polichinelle de Trudel» dans le comté. Curieusement, Rémy Trudel a été candidat néo-démocrate dans Témiscamingue en 1988. Il est même arrivé bon deuxième derrière Desjardins. Ce qui, dit-on, expliquerait le récent et mystérieux désistement, en toute dernière minute, de Gilles Thériault, qui devait être candidat néo-démocrate dans Témiscamingue. Thériault ne s'est tout simplement pas présenté au bureau de la directrice de scrutin, Mme Jeannine Beaulieu.

Curieux «incident technique» qui fait de Témiscamingue la seule des 295 circonscriptions canadiennes sans candidat néo-démocrate.

Brien compte sur les ressources conjuguées du Bloc et du PQ, et manifestement Témiscamingue figure parmi les espoirs de Lucien Bouchard. D'où les blitz successifs: Lucien Bouchard deux fois; Jean Campeau; Pauline Marois; Guy Chevrette; Gilles Duceppe; puis, mardi soir dernier, Jacques Parizeau.

Le porte-étendard libéral est un inconnu dans le comté, militant libéral de longue date, directeur d'écoles en Ontario: Gilles Héroux, 59 ans. Ses adversaires, conservateur et bloquiste, le toisent au même titre que d'autres candidats plus farfelus: Célyne Ayoite, du Parti abolitionniste, et Grégoire Deguire, qui lève pour le Parti de la Loi naturelle du Canada.



Sans tradition politique, le Témiscamingue a été le fief incontesté de Réal Caouette jusqu'au milieu des années 1970 pour passer ensuite aux libéraux. C'est une circonscription agricole avec un centre urbanisé où le taux de chômage doit avoisiner 30 p. cent à la suite du ralentissement dans l'exploration minière et les activités de sciage.

«Je n'ai pas peur du pouvoir», dit Lucien Bouchard

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Conscient que son parti peut former l'opposition officielle, le chef du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard, affirme qu'il ne craint aucunement de détenir un pouvoir menaçant aux Communes au lendemain des élections et exhorte les Québécois à l'appuyer massivement car, selon lui, le Québec n'a jamais profité d'un réel pouvoir à Ottawa.

«Nous allons envahir la Chambre des communes, a dit M. Bouchard de passage dans la vieille capitale hier. Le Québec va se tenir debout devant le Canada. On ne dort plus à Toronto.»

Il promet de ne pas abuser d'un pouvoir déterminant, mais il n'entend pas non plus partager sa force dans une quelconque coalition dans l'éventualité d'une grande victoire bloquiste au Québec.

«Je n'ai pas peur d'avoir plus de cinquante députés. Je n'ai pas peur du pouvoir. Je souhaite ardemment, le soir des élections, avoir le plus de députés possible,

car plus la voix du Québec sera forte, mieux les Québécois seront servis», a déclaré M. Bouchard, au moment où plus rien n'est impossible pour lui, selon les sondages dont certains prédisent que le Bloc québécois pourrait même former l'opposition officielle le 25 octobre prochain.

Il a fait ce commentaire devant une foule d'étudiants enthousiastes, à l'Université Laval, à Québec.

Il a par ailleurs clairement indiqué qu'il ne sera pas question, pour lui et son groupe, de menacer continuellement le gouvernement dans l'éventualité d'une forte représentation bloquiste. Il n'est pas question non plus de tenter une coalition avec le Reform Party de M. Manning. «Il faut détruire ce mythe. Le Reform, ce n'est pas le Bloc, c'est un parti ultra-fédéraliste, de droite, alors que nous, nous sommes souverainistes.»

Attaqué depuis quelques jours par l'élite anglophone et les conservateurs, il a eu ce commentaire. «Le Québec n'a jamais eu trop de pouvoir à Ottawa. Le pouvoir que les Québécois ont eu à Ottawa a toujours été dilué», a-t-il ajouté. «Je veux une bonne majorité de députés québécois. J'ai parlé de 40 à 50 députés,

mais, au fond, ce que je souhaite, c'est une forte majorité. Et si le Québec se tient debout, je ne vois pas comment il pourrait ainsi nuire au reste du Canada», explique-t-il.

Ce pouvoir, le plus fort possible insiste-t-il, aura pour effet de scruter à la loupe les investissements du gouvernement fédéral au Québec, notamment dans le domaine de la recherche et du développement. «Il n'y a jamais un député du Québec qui a questionné le gouvernement à ce sujet, même si 58 p. cent des investissements dans ce domaine sont faits à l'ouest de l'outaouais, contre 18 p. cent pour le Québec», soutient-il, rappelant du même souffle que tous les députés du Québec, sauf un, ont voté pour le rapatriement de la constitution, en 1982. «Nous, nous allons défendre les intérêts profonds du Québec.»

Devant la popularité de sa formation, M. Bouchard sent une nervosité croissante chez l'élite anglophone. «Ce n'est pas la collectivité, mais certaines personnalités bien en vue qui s'énervent depuis quelques jours, en raison de notre popularité au Québec. Le premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, est intervenu, de même que son prédécesseur libéral, Da-

vid Peterson, qui a pris la peine de venir au Québec.

Ces mises en garde de l'élite anglophone, croit-il, montrent bien que certains politiciens du reste du Canada craignent de plus en plus de perdre une partie du pouvoir qu'ils ont toujours détenu face au Québec. «Ces politiciens découvrent une réalité qu'ils avaient sous-estimée, celle du Bloc québécois.»

Il insiste cependant pour dire qu'il ne sent pas cette nervosité dans la collectivité anglophone, mais seulement chez les dirigeants politiques. «Il faut dire que nous n'avons pas suffisamment expliqué nos problèmes au reste du Canada. Nous nous sommes, pour la plupart d'entre nous, tenus assez éloignés», a dit M. Bouchard, confessant qu'il avait lui-même 30 ans, la première fois qu'il s'est rendu à Toronto.

Dans son entourage, on admet que le chef du Bloc a la hantise de «la pelure de banane». Le carrosse roule trop bien pour lui, il évite les attaques à coups de poing contre ses adversaires libéraux et conservateurs. Plusieurs fois par jour, il a des entretiens avec ses conseillers pour se tenir au courant de ce que ses adversaires disent ailleurs au pays.

Entre l'intendance et l'indépendance

Le désistement du ministre Gerald Tremblay dans la course à la succession de Robert Bourassa ouvre la porte à une victoire sans bataille de Daniel Johnson et prive ainsi le Parti libéral de la chance de se renouveler et donc de se maintenir au pouvoir.



Le Parti libéral, dirigé pendant huit ans par un homme dont la vision a mal résisté au ravage des ans, est usé par l'exercice du pouvoir, affaibli par son échec constitutionnel et les ravages de la récession. C'est fort de ce bilan peu glorieux qu'il affrontera l'électorat, dans quelques mois.

Pour l'instant, le PLQ ne peut compter que sur un seul atout, une clientèle captive prête à appuyer n'importe qui pour ne pas voter pour un parti souverainiste. Cela ne suffira plus. Il fallait, sinon un miracle, à tout le moins un revirement spectaculaire pour oxygéner le parti et lui permettre de résister à l'assaut d'un PQ qui a le vent dans les voiles.

Le débat entre MM Johnson et Tremblay aurait fourni cette occasion. Et cette chance, le PLQ est en train de la laisser passer. Le ministre Tremblay apporte au gouvernement l'esprit innovateur qui lui fait défaut. Sa présence, qu'il ait remporté ou non la course, aurait permis aux libéraux de régénérer leur discours et d'enrichir leur programme.

Le premier à souffrir du désistement de M. Tremblay sera Daniel Johnson lui-même. Son véritable défi, faut-il le rappeler, n'est pas de gagner le leadership, mais bien de remporter les élections. À priori, on imagine mal Daniel Johnson renverser les tendances de fond, vaincre Jacques Parizeau, et devenir le seul rempart contre la vague souverainiste.

Les circonstances jouent en effet contre lui. D'abord, la faiblesse de son parti et de son option constitutionnelle. Ensuite, sa propre feuille de route et sa fonction de président du Conseil du trésor. Non seulement cette fonction lui a-t-elle récolté des ennemis, mais elle l'a cantonné, depuis huit ans, dans un rôle de technocrate ronchon, au moment où les citoyens rêvent d'un réformateur audacieux. À cela s'ajoute une personnalité terne, atout bien incertain dans le débat d'une rare intensité qui nous attend aux élections provinciales.

Cette image qu'il projette est sans doute injuste. C'est justement pour cela que M. Johnson avait absolument besoin d'une vraie lutte et d'un vrai débat pour s'affranchir de son image, faire oublier le Conseil du trésor, élargir son champ d'intervention et tester sa capacité de combat.

Daniel Johnson, sans adversaire sérieux, risque de remplacer temporairement Robert Bourassa grâce à un système de coopération à la japonaise, où le passage du pouvoir se résumera au déménagement d'un bureau à l'autre. Il se retrouvera premier ministre, non pas parce qu'il s'est affirmé, mais parce que son équipe, bien avant l'annonce de la démission de M. Bourassa, a

commencé la campagne et vendu en sous-main les cartes de membres du parti qui lui permettent de contrôler un congrès. Ce n'est pas la victoire de ses idées, ni la consécration de son leadership, mais la victoire des jeux de coulisses.

Ainsi armé, M. Johnson ne fera pas le poids. Un leader jeune, avec une vision radicalement différente, aurait peut-être pu déloger Jacques Parizeau. Ou, à tout le moins, forcer le Parti québécois, lui aussi vieilli, à moderniser son discours. Mais, avec une victoire sans combat de M. Johnson, on se prépare à une lutte entre l'intendance et l'indépendance!

Les libéraux, dans l'eau chaude, sont largement responsables de leur sort. Ils ont laissé Daniel Johnson lancer sa campagne avant le temps, pénalisant ceux qui respectaient les règles, comme Gerald Tremblay. Ils n'ont pas, à leur Conseil général, accordé de délai pour la vente de cartes de membres, délai qui aurait permis une vraie course au leadership. Ils n'ont pas, non plus, modernisé ce système archaïque de choix d'un leader que dénonce, à juste titre, le ministre Yvon Picotte. Et, surtout, ils ont été incapables de solliciter des candidatures de qualité, ce qui en dit long sur leur état de délabrement.

Les dirigeants du PLQ ont encore le temps de trouver un ou deux autres candidats. Il doivent le faire, pour sauver leur parti de la défaite, mais aussi pour offrir aux Québécois le choix et le débat démocratique auxquels ils ont droit.

Alain DUBUC

Un Bloc au-dessus de tout soupçon...

Les récentes attaques contre le Bloc québécois illustrent à quel point le paradoxe, qui constitue le fondement même de ce parti, soit l'élection de députés indépendantistes à Ottawa, tient un peu le rôle de la graisse sur le dos d'un canard: les critiques, qui lui tombent dessus, ne trouvent aucune prise et finissent par glisser dans le vide.



D'abord, Lucien Bouchard a eu droit aux avertissements de Preston Manning, qui lui a dit ce dont tout le monde se doute: à savoir que le Canada ne négociera l'éventuelle association avec un Québec souverain qu'au meilleur de ses propres intérêts. Puis, il a essuyé les foudres de Kim Campbell, qui l'a accusé de verser dans la malhonnêteté en refusant d'avouer que son but premier, c'est celui de saboter le bon fonctionnement du fédéralisme.

Le premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, en a rajouté en piquant une sainte colère contre le BQ sur le ton général du «j'en ai assez». Enfin, le ministre Gilles Loiselle a reproché à Lucien Bouchard d'avoir instauré un train de vie luxueux à l'ambassade canadienne, à Paris. Attaque assez mesquine, qu'il a presque regrettée.

Exception faite des déclarations de M. Manning, cette offensive survient au lendemain des deux grands débats, et ce n'est pas un hasard: les analyses faites des deux côtés de la barrière linguistique et un sondage express SOM-TVA-La Presse démontrent que le chef du BQ s'en est bien tiré dans les deux matches, réussissant à s'imposer comme le gagnant de la première manche chez les électeurs québécois.

Mais ces attaques à fond de train expriment aussi un sentiment d'impuissance devant l'impossibilité d'accrocher le Bloc québécois, ni sur son propre terrain, celui de l'indépendance, ni sur celui des autres, celui des politiques fédérales en général. Étant donné que, par définition, il n'aura jamais l'occasion de mettre celles-ci en vigueur, toute discussion sur son «programme» devient assez futile. Normal, donc, que ses adversaires tentent de le coincer sur son option de base. Mais là, le BQ s'esquive, rappelant que ce n'est pas le temps d'en parler, puisqu'il ne va pas à Ottawa pour faire la souveraineté, mais pour défendre les intérêts des Québécois. Ou bien il contre-attaque, en jouant, avec des trémolos, la corde de l'insulte à la nation.

C'est ce qu'a fait Lucien Bouchard en rétorquant à Bob Rae, par exemple. Celui-ci avait soulevé une question pertinente: celle du partage de la dette entre le Canada et le Québec indépendant. Selon lui, il est illusoire pour le Québec d'espérer s'en tirer avec 18 p. cent de la dette, alors qu'il représente 25 p. cent de la population du pays. Menace peut-être, mais menace réelle. L'expérience des pays fraîchement parvenus à l'indépendance démontre que le partage de l'actif et du passif communs est source d'après négociations entre l'ancien et le nouvel État. Évoquer cette question, ce n'est pas agiter un épouvantail, c'est reconnaître la réalité. Mais pour M. Bouchard, Bob Rae s'est livré à du «Quebec bashing», l'odieuse pratique employée par les politiciens anglophones, quand ils cherchent à mousser leur popularité auprès de leurs propres électeurs. Si ce n'est pas de l'exacerbation ethnique, on se demande bien ce que c'est.

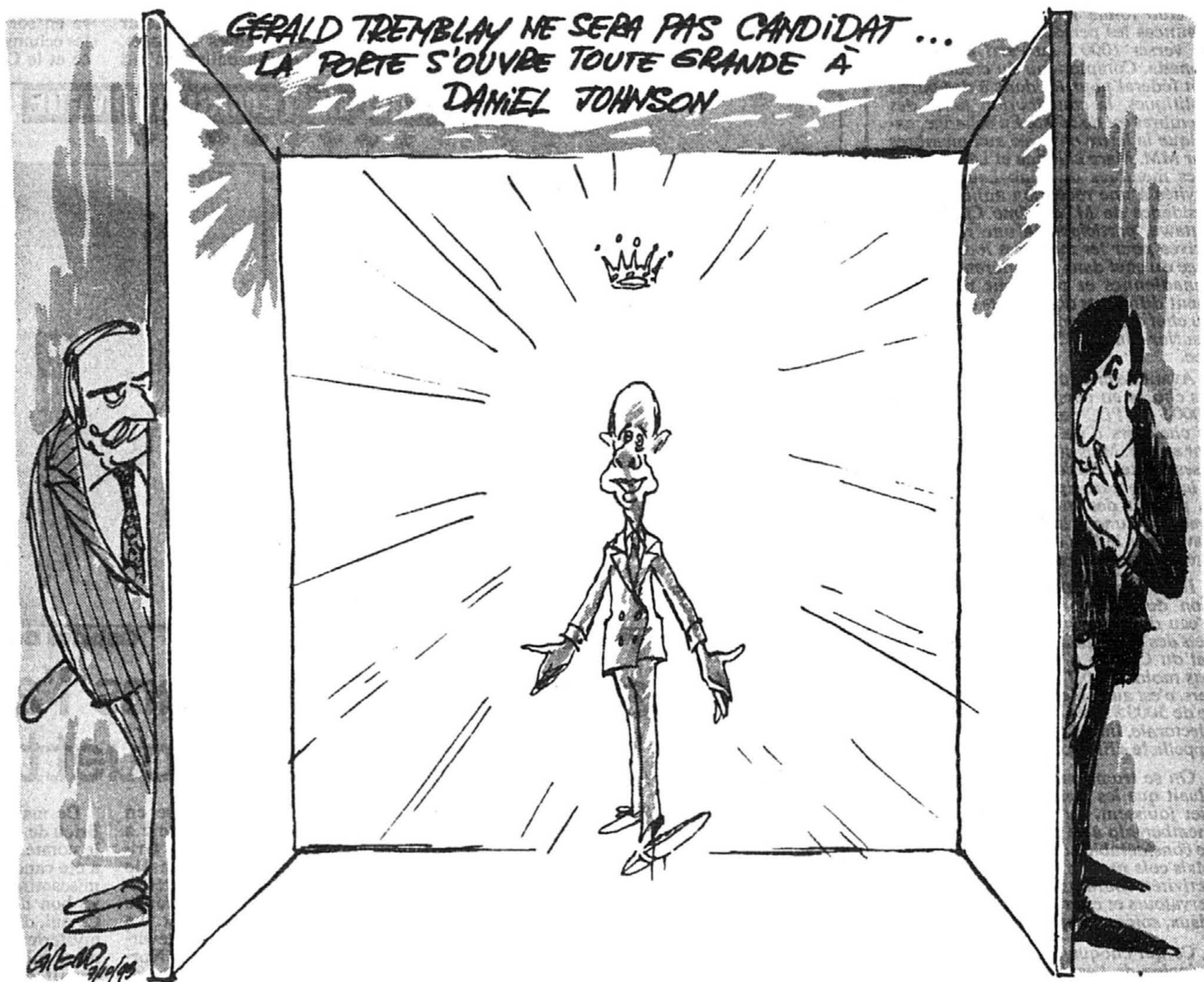
De la même manière, M. Bouchard avait exigé des excuses aux Québécois de la part de Kim Campbell, lorsque celle-ci, en début de campagne, avait évoqué la possibilité de déclencher de nouvelles élections, si le Bloc devait paralyser le gouvernement. Des tas de gouvernements minoritaires dans le monde sont retournés devant le peuple dans des circonstances semblables. Mais, pour Lucien Bouchard, la simple évocation de cette hypothèse constituait une preuve de mépris envers le Québec entier. Et, lorsqu'au débat français, Mme Campbell a tenté de s'en prendre à la logique du Bloc, elle s'est fait servir un magistral: «Respectez-les un peu, les Québécois et les Québécoises!»

Rien à faire: dès qu'ils tentent de confronter le Bloc, ses adversaires se qualifient pour le prix Nobel du mépris anti-Québec. Comme si les bloquistes représentaient l'âme québécoise en personne. Et comme si toute critique à leur égard équivalait à asséner un camouflet au peuple entier.

Lucien Bouchard n'a plus qu'à «surfer» sur l'insatisfaction politique face à la décrépitude des «vieux partis», et sur l'indifférence totale dans laquelle ces derniers tiennent toute la question de l'unité nationale. En faisant comme si Meech et Charlottetown n'avaient jamais existé, en omettant d'offrir aux Québécois un projet embryonnaire de réconciliation nationale, en ne réussissant pas, non plus, à leur offrir un projet politique crédible tout court, les libéraux et les conservateurs créent un vacuum dans lequel le BQ peut évoluer à sa guise.

Le Bloc a le vent dans les voiles, mais c'est un vent qui souffle dans le vide. Le résultat est assez malsain: à l'heure actuelle, pas loin de la moitié des électeurs québécois s'apprentent à voter pour un parti, qui échappe à toute critique.

Agnès GRUDA



DRÔITS RÉSERVÉS

La victoire de Chrétien: on a dit de lui qu'il «faisait» premier ministre

MARCEL ADAM

Comme d'habitude les médias ont traité les débats des chefs comme des spectacles, jugeant la prestation des acteurs comme font les critiques de celle des artistes.

Mais à leur décharge on peut dire qu'ils les ont traités pour ce qu'ils sont: des shows politiques destinés à divertir les gens des questions qui les préoccupent et auxquelles ils ne veulent ou ne peuvent répondre franchement.

En d'autres mots, il s'agit d'événements médiatiques où les protagonistes s'ingénient à séduire ou à impressionner favorablement la partie flottante de l'électorat qu'ils convoitent, en jetant de la poudre aux yeux des électeurs plutôt que de leur donner l'heure juste.

Mais décider du vainqueur de ces joutes oratoires est un exercice très subjectif car les journalistes jugent non pas en vertu de critères préétablis, comme le font par exemple les jurys de concours oratoires, mais selon la façon de voir de chacun.

C'est au surplus présomptueux de déclarer tout de suite après un débat qu'un tel est gagnant et que les électeurs seront ou non influencés par cet exercice. Parce que personne ne sait comment a réagi le vrai jury, c'est-à-dire le public.

Mais ces verdicts médiatiques ne sont pas nécessairement des coups d'épée dans l'eau car ils influencent autant et peut-être davantage l'opinion publique que le débat lui-même.

En ce sens ils font le jeu des partis politiques pour qui le but des débats des chefs n'est pas d'influencer d'abord les électeurs mais les journalistes qui se chargeront d'en faire autant sur les électeurs qui n'ont pas vu le débat ou qui l'ont suivi distraitemment ou qui se fient davantage au jugement d'observateurs professionnels qu'au leur.

Est-ce pour la simple curiosité de connaître l'opinion des journalistes que, depuis quelques années, les partis politiques fédéraux, prenant exemple sur les formations politiques américaines, font envahir la salle de presse par leurs «spin doctors», comme les appellent nos confrères anglosaxons?

Sûrement pas. Car il s'agit de politiciens chevronnés, parfois aussi de spécialistes en communication à la solde de leur parti, qui sont chargés de rencontrer les journalistes tout de suite après le débat, pour essayer d'influencer leur jugement en faveur de leur chef.

Comment? En tentant de les amener à voir le débat de la manière qui avantage leur chef, afin que, par eux, le public soit amené à se faire la même opinion. Soit en essayant de les convaincre qu'il a gagné quand ce n'est pas évident, soit en tentant de limiter les mauvaises retombées électorales d'une mauvaise performance ou d'atté-

nuer les conséquences négatives d'un grave faux-pas.

Tous les journalistes ne sont pas facilement victimes de ces influences partisans. Mais il est certain que c'est parce que le procédé s'est révélé profitable que les partis politiques y accordent autant d'importance.

Mais il perdrait considérablement de son efficacité si les journalistes appelés à juger ces débats les suivaient de leur salle de rédaction ou de leur domicile plutôt que sur place.

Ainsi, ils jugeraient ce spectacle télévisé là où il doit l'être, soit sur le petit écran plutôt que sur le théâtre où il se déroule. Et du même coup ils échapperaient au risque d'être indûment influencés par les maîtres en conditionnement médiatique qui rôdent dans ces parages.

Ces débats nous en ont moins appris sur le fond des questions discutées qu'ils n'ont été instructifs sur les débatteurs eux-mêmes.

Rien en effet de ce qui a été dit sur la feuille de route des protagonistes et les remèdes qu'ils proposent aux maux économiques qui nous affligent n'était inédit. Par contre, certains candidats ont par leur attitude modifiée ou confirmé dans l'esprit des gens l'idée qu'ils s'en faisaient.

C'est particulièrement le cas de Jean Chrétien.

Certains commentateurs, surtout dans le reste du Canada, se sont étonnés que plusieurs journalistes québécois l'aient jugé aussi favorablement, notamment à la suite du premier dé-

bat où certains l'ont vu gagnant.

Si le chef libéral a été aussi bien coté ce n'est pas parce qu'il s'est révélé un foudre d'éloquence ou le meilleur débiteur du groupe. C'est d'abord parce qu'il a étonné en faisant bien meilleure figure que s'y attendaient ceux qui ne voyaient en lui qu'un paysan mal dégrossi.

Pour une multitude ce fut une révélation que de l'entendre s'exprimer avec clarté, sur un ton calme auquel il ne nous avait pas habitués, parfois avec des accents de sincérité qui ont fait mouche. Et cela dans un français tout à fait correct et un anglais plus soigné que d'habitude.

Ce n'est pas un mince succès que d'avoir fait en sorte qu'au lendemain de ce redoutable test personne n'ait dit qu'il ne «faisait» pas premier ministre. Au contraire, la plupart des journalistes ont même jugé qu'il s'était comporté comme un premier ministre en cherchant constamment à se démarquer des autres par son attitude générale, particulièrement par sa maîtrise de soi, son ton retenu, son discours prudent, sa manière de manifester son expérience dans les affaires gouvernementales.

Le m'accorde avec le commentateur de la Gazette, William Johnson, pour qui ces débats ont permis au chef libéral de surmonter un de ses pires handicaps aux yeux des Québécois qui ne pouvaient l'imaginer à la tête du gouvernement canadien, en affectant l'allure de l'emploi sollicité.

Opinions

Tout en se retirant, Tremblay évoque la nécessité d'un renouvellement du PLQ

GÉRALD TREMBLAY

J'ai pris la décision de ne pas poser ma candidature à la succession de monsieur Robert Bourassa.

Avant d'expliquer pourquoi, je tiens d'abord à remercier tous ceux et celles qui, au cours des dernières semaines, m'ont offert leur appui. Je compte sur leur compréhension et je souhaite que cette équipe dynamique et courageuse continue de militer avec autant de conviction au sein de notre parti.

Les raisons de ma décision sont simples: il me manque d'appuis et il me manque de temps. Depuis le déclenchement de la course à la direction du parti, j'ai reçu beaucoup d'appuis et des appuis de qualité. Mais il me faut être réaliste et ne pas entretenir de faux espoirs chez les militantes et militants de bonne volonté. Les chiffres ne sont pas là. Compte tenu des délais impartis et des règles du jeu, ces appuis ne pourraient pas croître à un point tel que nous puissions remporter dans quelques semaines la bataille du choix des délégués appelés à élire le prochain chef, à la fin janvier.

Je me consacrerai entièrement à mes responsabilités ministérielles et au mandat que m'a confié le premier ministre, monsieur Robert Bourassa, en vue de la préparation, avec une vingtaine de mes collègues et organismes gouvernementaux, d'un plan d'action pour le gouvernement et pour le Québec. Ce faisant, je ferai également oeuvre utile pour celle ou celui que le congrès désignera pour assurer la direction du parti dans l'avenir.

Même si je ne pose pas ma candidature, j'entends continuer d'oeuvrer en harmonie avec tous mes collègues pour défendre davantage les valeurs que partagent



Gérald Tremblay

beaucoup de militantes et de militants. Le moment est propice pour élaborer sur le sujet.

Diriger le Québec, en cette fin de siècle, requiert une approche nouvelle, une façon novatrice de voir l'État et sa place dans la société, car la situation actuelle est très différente d'hier.

Les Québécoises et les Québécois ont notamment pris conscience des limites des gouvernements. Il n'y a pas de nouvel argent dans les coffres de l'État. On ne peut plus taxer. Nous en sommes rendus à l'extrême limite.

Ce que l'on constate chez un trop grand nombre de personnes, c'est la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique.

Ce ras-le-bol est particulièrement fort chez les jeunes, qui ont été laissés pour compte, et chez tous ceux et celles qui se sentent abusés par le système ou dont les attentes ont été déçues.

Ce phénomène n'est pas particulier au Québec. Il existe à des degrés divers presque partout en Occident. Ce qui est attristant et inquiétant aussi, c'est le relâchement du sens de l'éthique et du devoir dans notre société. Beaucoup de privilèges sont devenus des droits acquis, bloquant l'émergence de la génération montante. Le travail au noir, la contrebande, l'évasion fiscale, l'abus et la tricherie du système, tout cela n'est pas acceptable, si l'on veut que le Québec fonctionne comme société.

Chacun-pour-soi est aussi à l'origine du climat de discorde, que l'on observe un peu partout dans notre société. Les groupes d'intérêt, de plus en plus nombreux, sont devenus puissants et forcent, à tort, l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécoises et des Québécois sont ignorés.

L'exaspération générale de la population face à la politique, ce chacun-pour-soi, ce glissement du sens du devoir, tout cela ne peut plus durer sans menacer les fondements mêmes de notre société. Le temps est venu de changer notre façon de faire de la politique et de vivre comme société. Un redressement majeur de l'État s'impose en ce début des années 1990 pour préparer le Québec de l'an 2000. Ce redressement doit nécessairement s'accompagner d'une nouvelle éthique et d'une cohésion sociale renouvelée.

Il n'y a pas de solution miracle à nos problèmes. Il faut procéder dans le cadre d'une approche d'ensemble et d'une vision à long terme.

L'État en est arrivé au point de son évolution où il doit apprendre à être plus réaliste, à s'appliquer davantage à répondre aux besoins véritables et légitimes de la population, en tenant compte de nos moyens.

Si l'on veut réaligner l'État et faire en sorte que le Québec tout entier entreprenne les années 2000 sur la bonne voie, il va falloir travailler dur, s'attaquer à tout à la fois, dans une optique de réforme.

Il faut que les Québécoises et les Québécois se fassent confiance mutuellement et que s'établisse un nouveau partenariat où toutes les personnes se sentent partie prenante et impliquées. Toute la population, sans exception, doit contribuer à l'effort.

C'est avec humilité qu'on brigue la succession de monsieur Robert Bourassa, lui qui a beaucoup apporté à son parti et au Québec. Quatre fois, les Québécoises et les Québécois lui ont donné leur appui dans une élection générale. Mais la course à sa succession doit être l'occasion d'un renouvellement, comme lui-même a su soulever et repositionner le Parti libéral du Québec et le Québec tout entier à des moments cruciaux.

Le Parti libéral du Québec a relevé le défi à chaque fois que des choix importants se sont posés.

Nous sommes à nouveau à une croisée de chemins et le peuple attend beaucoup de ses élus et mandataires. Pour remporter les prochaines élections, le Parti libéral du Québec doit proposer à la population une nouvelle approche, une façon novatrice de gérer les affaires de l'État.

C'est la vision des choses et la contribution que, pour ma part, j'entends continuer d'apporter, avec sincérité et respect, aux collègues de mon parti au moment où il doit se choisir un nouveau chef.



Lysiane Gagnon

Une journée au Québec

Mardi, 8 h, l'aéroport d'Uplands à Ottawa. Dans le petit matin froid, l'avion de campagne de Kim Campbell va bientôt décoller.

C'est le lendemain du second débat. La première ministre n'a sûrement pas dormi plus de cinq heures, et les mauvaises nouvelles tombent en cascade.

Les débats télévisés représentaient la chance ultime de relever la campagne défaillante du PC. Mais Mme Campbell n'a pas fait de miracle, et ses adversaires s'en sont tirés mieux qu'elle.

D'autres sondages sortent. Le PC continue d'être saigné à blanc par le Bloc au Québec et le Reform dans l'Ouest.

Et voici qu'une autre manchette meurtrière surgit dans les médias francophones — fondée celle-là sur un malentendu: dans une phrase lancée à un débit de mitraillette, on a compris «only» là où il aurait fallu entendre «I don't think», et cru, à tort, que Mme Campbell laissait entendre que les Québécois étaient les seuls à être assez naïfs pour «se faire avoir» par Lucien Bouchard.

C'est la deuxième fois dans la campagne que Mme Campbell est victime de ce genre d'erreur. Il y a deux semaines, *Le Soleil* publiait en manchette une interprétation erronée d'une interview de Mme Campbell dans *l'Actualité*, interprétation qui laissait croire que la première ministre n'accepterait pas le verdict d'un Québec trop «bloquiste». C'était faux, comme le prouve la transcription de ses propos, mais *Le Soleil* n'a pas publié de rectificatif.

Trois-Rivières. Assise devant Jean Cournoyer au micro de Télémedia, exposée dans le studio vitré comme dans un aquarium, Kim Campbell, les traits tirés, la voix enrouée, répète son couplet habituel sur la relance économique. Explique, réexplique, se justifie, remonte lentement au front, tirant derrière elle un parti de plus en plus lourd et de plus en plus inquiet.

C'est le sauve-qui-peut, il ne reste que vingt jours et des renforts ont été envoyés sur la tournée où se joue le sort du parti puisque le parti a tout misé sur elle.

Jodi White, la directrice de son cabinet, voyagera désormais avec elle. Les «scrums» — où les reporters des médias nationaux peuvent l'interroger sur n'importe quoi — sont réduits au minimum, au profit d'entrevues moins risquées avec les médias locaux. On compte aussi inclure davantage de francophones familiers de la réalité québécoise dans son entourage immédiat.

Contrairement aux autres leaders, qui s'appuient, dans ces moments cruciaux, sur des conseillers de longue date, Mme Campbell est entourée, dans ce parti où elle n'a pas de racines, de gens qu'elle connaît à peine et y a un an. Soit d'anciens fidèles de Brian Mulroney qui s'ennuient de leur ancien patron, de son flair politique et de ses campagnes victorieuses, soit des gens de Jean Charest; Jodi White était l'organisatrice en chef de la campagne au leadership de Charest; son attaché de presse, Paul Frazer, a été recruté par Mme White...

Les seuls «intimes» qui l'accompagnent dans sa tournée sont Pat Kinsella, le stratège vancouverois qui a grenouillé chez les conservateurs ontariens et les créditistes de Colombie-Britannique, et la fille de son premier mari, Pamela Divinski. Mais l'affection d'une belle-fille peut-elle équivaloir, dans cette éprouvante bataille, à ce qu'était Mila Mulroney pour Brian, à ce qu'est Aline Chrétien pour le chef libéral?

Trois-Rivières encore. Déjeuner au Club Rotary. Toutes les tables sont occupées. «C'est Pierre-H. qui a rempli la salle», dit un journaliste du *Nouvelliste*. Pierre-H. Vincent, un homme super-populaire, dit-on, et maintenant ministre. Sera-t-il réélu? Pas sûr... Le Bloc. Toujours, et de plus en plus, le Bloc...

L'assemblée se lève, poliment, à l'arrivée de la première ministre. L'applaudit poliment. Quand vient le temps du «O Canada», au moins la moitié de la salle reste bouche cousue. Discours de Kim Campbell. D'abord le discours habituel de sa campagne, plutôt monotone et didactique, axé sur l'économie et la fiscalité. Et puis, soudain, l'offensive, qui tranche drôlement avec la «nouvelle politique» non conflictuelle promise par Mme Campbell. A coups de phrases lapidaires, elle attaque Preston Manning en anglais, Lucien Bouchard en français et Jean Chrétien dans les deux langues.

Sainte-Marthe-du-Cap. Sous la bruine, entourée de garde-du-corps mais sans imper ni parapluie, Kim Campbell entre à l'hôtel de ville pour se livrer une fois de plus au style de campagne sur lequel elle avait misé pour refaire une image au PC: rencontre intimiste autour d'une table avec un petit groupe où elle explique, moitié-prof, moitié-Clinton, sa «vision» de l'avenir.

Repentigny. Cette fois, tout a changé. La salle est bourrée à craquer de partisans enthousiastes: coupevents à l'effigie du PC, des fleurdelisés par paquets, des ballons, de la musique pop. Tout le monde est debout, au coude-à-coude, on a recruté des jeunes, la salle bouge. Cela ressemble — en surface — à la campagne de Mulroney en 84, cette tournée parsemée d'assemblées brèves et gaies qui recueillait les votes des nationalistes modérés.

«Êtes-vous aussi québécois que Parizeau et Bouchard?» lance le MC, qui ponctue son discours de multiples «o-okay-ay!» tirés du répertoire comique à la mode. «Ou-ou-i-!», crie la foule.

Le candidat local, Jean-Marc Robitaille, ne parle même pas de son adversaire libéral. Il n'en a que contre le Bloc, cette marée qui déferle dans les comtés francophones. «Mais chez nous il y a un tiers d'indécis», dit Pauline Vincent, qui se présente dans Rosemont — comté conservateur en 84 et 88... dont le député est passé au Bloc. Les indécis: mince fil d'espoir.

La musique s'intensifie, et voici Kim... Mais avant, voici Jean, l'homme à qui il n'a manqué, en juin dernier, que quelques voix pour que cette campagne ne mette en scène trois chefs du Québec.

C'est d'ailleurs sur l'air de la chanson-thème de l'équipe Charest au congrès de leadership que les deux se fraient un chemin, à travers cette foule chaleureuse qui ne demande qu'à se laisser émoouvoir, jusque sur la scène où enfin Kim Campbell fera ce que Brian Mulroney aurait fait, d'instinct, dès le premier jour de la campagne: un discours passionné, combatif, susceptible de remuer les tripes des Québécois tentés par le Bloc.

C'est la première fois dans l'histoire qu'on propose aux Québécois de ne pas être au pouvoir! Ils étaient premiers, on leur offre d'être deuxièmes! N'acceptez jamais d'être deuxièmes dans le pays que vous avez fondé!

Dans la salle, il y a des gens qui ont les larmes aux yeux. Ovationnée sous une pluie de confettis, Kim Campbell a retrouvé son sourire radieux. La stratégie de la campagne conservatrice vient de changer du tout au tout. Mais c'est probablement trop tard.

Ce qui «tue» les conservateurs, c'est leur anachronisme dans l'approche de l'électorat

MICHEL MAGNANT

L'auteur est politologue.

Durant l'actuelle campagne électorale, deux stratégies de marketing électoral s'affrontent. Celle des libéraux, basée sur les sondages, a engendré une longue série de victoires électorales, depuis que le sénateur Keith Davey l'avait importée des États-Unis, en 1965. Celle des conservateurs, basée sur le «réalisme» leur a souvent valu de sérieux déboires, comme lorsque Robert Stanfield se fit clouer au pilori, à l'élection de 1974, pour avoir préconisé le gel des prix et des salaires et lorsque John Crosbie a causé la chute du gouvernement Clark, en 1980, en préconisant une augmentation de taxes de 18 cents sur le litre d'essence.

Aujourd'hui, le sort s'acharne à nouveau sur Kim Campbell, qui promet d'abolir l'énorme déficit de 35 milliards \$ en 5 ans. La stratégie conservatrice du leader qui ose dire la vérité n'a jamais vraiment marché et semble nettement moins efficace que la stratégie des libéraux. Ce qui se passe, c'est que les conservateurs n'ont jamais intégré le marketing politique dans leur idéologie pour la simple raison qu'il s'agit d'une méthode interventionniste, qui contredit leur conviction de laisser-faire. Cet archaïsme leur a régulièrement coûté le pouvoir aux mains des libéraux, au cours des cinquante dernières années.

À l'heure actuelle, les libéraux de Jean Chrétien utilisent justement à plein leur technique traditionnelle en laissant aux électeurs eux-mêmes (par le biais de sondages) le soin de déterminer le contenu de leur programme. Le résultat est assez clair: alors que le thème libéral de la création d'emplois domine la campagne électorale, «Kim Campbell passe à côté des préoccupations des électeurs», comme le tirait *La Presse* du 27 septembre dernier. En fait le «conservatisme fiscal», que prêche Kim Campbell, n'a qu'un rapport indirect avec l'état d'esprit actuel que demande la relance de l'économie. Au mieux, la réduction du déficit est un moyen à long terme d'y parvenir, alors que l'approche de Jean Chrétien est directement moulée sur les tendances majeures actuelles de l'opinion publique. Le secret du marketing libéral: se faire le miroir de l'état d'esprit de l'électorat.

Attitudes

Si les libéraux de Jean Chrétien risquent de gagner, c'est tout simplement parce qu'ils ont définitivement bien identifié une nette dérive des attitudes face au gou-

vernement fédéral, dérive qui ne provient pas directement des actions de ce dernier, mais plutôt d'une modification de l'opinion publique sous l'influence de la récession. Trois tendances ont émergé entre 1988 et 1990 et n'ont guère changé depuis. Chaque tendance a été traduite en un pilier du programme libéral.

L'économie est dans une impasse: la perception dominante des électeurs à ce moment-ci est que l'économie canadienne est en sérieuse difficulté. Ce renversement de perception s'est produit brusquement, entre 1988 et 1990, et n'a pas beaucoup changé depuis.

Le gouvernement est responsable de l'impasse économique à venir: le gouvernement conservateur, sans qu'il y soit vraiment pour quoi que ce soit, est victime d'une distorsion perceptuelle majeure, qui caractériserait l'opinion publique en période de récession. Cette distorsion prend la forme suivante: plus la perception de la situation économique à venir est mauvaise, plus les gens rejettent la responsabilité de cette situation sur le gouvernement fédéral.

Les politiques actuelles augmentent l'impasse de l'économie: la troisième distorsion perceptuelle est qu'on croit que les principales politiques conservatrices ne sont pas conçues pour répondre à l'impasse économique anticipée. Encore une fois, ce renversement de perception s'est produit entre 1988 et 1990 et n'a guère changé depuis: en 1988, 42% croyaient que le libre-échange n'apporterait pas la prospérité; en 1990, c'était 65% des gens qui en croyaient autant. En 1990, les sondages sur la TPS révélaient que 52% ne croyaient pas que cette taxe aiderait à réduire le déficit et 62% qu'elle n'aiderait pas à financer les programmes sociaux.

Quant à la lutte au déficit, le sondage Crop-Environics du 26 septembre 1993 indiquait que seulement 34% des électeurs pensaient que c'était la grande priorité de l'heure. Cette troisième donnée commande donc de façon encore plus précise qu'on modifie l'orientation des politiques économiques du gouvernement fédéral puisque, assez ironiquement, le «laisser-faire économique» des politiques conservatrices se traduit dans l'opinion publique par l'impression de «laisser faire la récession». L'intention déclarée de Jean Chrétien de se départir de la TPS et de rouvrir le dossier du libre-échange correspond à ce troisième volet de l'opinion publique, qui demande qu'on change de politiques.

La stratégie de la vérité ne pouvait pas marcher

À côté de la certitude des libéraux, l'analyse des conseillers de



Kim Campbell

Kim Campbell en début de campagne a manqué de rigueur: ainsi, on a plutôt mal diagnostiqué les raisons de l'érosion du support conservateur depuis 1988. En attribuant la chute vertigineuse de la popularité du gouvernement Mulroney à des facteurs strictement personnels, tout en continuant à croire que les politiques étaient les bonnes, la solution semblait évidente: il suffisait de remplacer un leader impopulaire par un autre plus populaire tout en continuant les mêmes politiques.

Avec une analyse plus scientifique, ils auraient probablement convenu du contraire: un virage radical dans les politiques plutôt qu'un nouveau leader était la solution. C'est l'orientation globale qu'on a choisie. Point.

Premièrement la popularité d'un leader est un facteur superficiel. Rappelons qu'au début d'août 1984, la popularité de John Turner était à 53% contre 31% pour Brian Mulroney, ce qui n'a pas empêché ce dernier de gagner haut la main. Ensuite, analysée de plus près, on se serait aperçu que l'impopularité de Brian Mulroney n'était pas coulée dans le béton. En effet, si en 1992, 58% des Canadiens pensaient que Mulroney était le pire premier ministre qu'ils aient jamais eu, au 15 mars 1993 le sondage Gallup démontrait que 56% des Canadiens pensaient que Mulroney avait été un premier ministre, soit ordinaire, soit supérieur. Finalement, la popularité actuelle de Kim Camp-

bell, qui est pourtant bien supérieure à celle de Jean Chrétien, ne lui permet quand-même pas de faire passer les conservateurs devant les libéraux.

Autre légère erreur de tir: les conservateurs croient que leurs politiques sont bonnes. Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas là le problème; bien sûr que les politiques conservatrices ne sont pas la cause de la récession. Celle-ci dépend d'abord du cycle économique. Mais ce que les gens reprochent à ces politiques et que l'entourage de Kim Campbell n'a pas compris assez vite, c'est l'apparence d'inertie de ces politiques face à la récession.

Il reste cependant de l'espoir pour Kim Campbell si elle aligne son discours sur l'état d'âme de l'opinion publique. En effet, elle a assez de marge pour satisfaire l'opinion publique tout en demeurant sous l'enseigne du conservatisme économique. Pour devenir compétitive, elle doit en effet mettre toute l'emphase de sa campagne sur les politiques pro-actives de l'économie qu'elle propose: aide aux technologies de pointe, réduction des taxes aux petites entreprises, formation professionnelle, extension du libre-échange, etc.

Au début de la campagne, Kim Campbell avait renoué avec une tradition de dire la vérité, qui a valu aux conservateurs plusieurs revers politiques sévères dans le passé. Devant le peu de succès de l'approche, on note vers la fin septembre un retour à des positions beaucoup plus près de la façon de penser actuelle de l'électorat.

Ceci démontre qu'en termes de marketing politique, les stratégies libérales avaient sans doute vu juste, puisque Kim Campbell s'alligne maintenant davantage sur leur façon de faire en donnant la priorité à la création d'emplois. Reste à savoir si Kim saura articuler un programme de très bonnes politiques pro-actives de façon à les présenter comme une solution immédiate aux problèmes engendrés par la récession. Si elle y parvient, elle a encore une chance réaliste de remonter la pente — quoiqu'il faille bien avouer que l'avance libérale sera dure à défaire.

En somme, ce qui tue les conservateurs, c'est leur anachronisme dans l'approche de l'opinion publique. Croyant en l'individualisme rationnel, ils ne comprennent pas que l'opinion publique est devenue UN SYSTÈME autonome qu'il faut décoder pour construire un discours significatif. En voulant rester eux-mêmes (c'est à dire conservateurs), ils se privent de méthodes modernes et efficaces de faire de la politique: c'est l'éternel dilemme des conservateurs.



Chrétien menace d'annuler la privatisation de l'aéroport Pearson

MARIE-CLAUDE LORTIE
BROSSARD

Le chef libéral, Jean Chrétien, a déclaré hier qu'il serait prêt à passer une loi s'il le faut, pour annuler l'entente qui doit être conclue aujourd'hui pour confier la gestion de deux aéroports de l'aéroport Pearson de Toronto à un consortium privé.

«Je dis aux entrepreneurs impliqués là-dedans que signé pas signé on va le réviser. Si ça marche pas on passera même une loi», a en effet déclaré M. Chrétien hier alors qu'il faisait campagne à Brossard.

Selon le chef libéral, Kim Campbell se doit de retarder la signature du contrat afin qu'il puisse être confirmé par le nouveau gouvernement qui sera élu le 25 octobre. S'il est signé, le contrat permettra au consortium de profiter des revenus du seul aéroport à faire des profits au Canada et privera le gouvernement de cet argent.

«Ils n'ont aucune autorité pour engager ainsi des centaines et des centaines, sinon des milliards de dollars, dans une telle entente», a lancé M. Chrétien.

Celui-ci a en outre précisé qu'il n'est pas nécessairement convaincu que c'est une mauvaise entente, mais il a des doutes. C'est pourquoi il veut se réserver le droit de revoir les documents avant qu'une décision finale soit prise.

«Comment se fait-il qu'il y ait un seul aéroport au Canada qui fait des profits, des profits qui vont jusqu'à 200 millions de dollars par année, qu'on donne ça à l'entreprise privée. On a des questions à poser là-dessus. Ceux qui font pas de profit, on les donne à des entreprises sans but lucratif et ceux qui en font on les donne à des entreprises à but lucratif. Pour 57 ans, l'aéroport de Toronto sera en dehors du con-



Jean Chrétien

trôle du secteur public. Là où on fait des profits on l'aura plus», a lancé M. Chrétien.

Un porte-parole du bureau de Kim Campbell a fait savoir hier qu'elle n'avait pas l'intention de mettre l'entente au «frigo» comme le demande le chef libéral.

La gestion des deux aéroports doit être confiée à un consortium privé appelé Paxport, dont Don Matthews, un ancien ténor du PC, est l'un des plus importants dirigeants. Le contrat est évalué par certains à plus de 1,6 milliards de dollars.

Le premier ministre néo-démocrate ontarien, Bob Rae, s'est joint au chef libéral pour enjoindre Kim Campbell de reporter la décision.

«Si le gouvernement fédéral est convaincu que l'entente est correcte, et qu'elle peut passer le test d'une étude publique... pourquoi ne peut-ils pas attendre après les élections fédérales», a en effet déclaré M. Rae à l'assemblée législative ontarienne hier.

Une opposition officielle bloquiste risque d'affronter un « bloc canadien »

JULES BELIVEAU

Ce qui aurait pu paraître une hypothèse farfelue et même une très bonne blague il y a quelques jours n'est plus vu aujourd'hui comme une impossibilité: le Bloc québécois pourrait former l'opposition officielle au parlement du Canada. Mais cette éventualité, toute séduisante puisse-t-elle être pour bien des Québécois, ouvre la porte à une foule de questions nouvelles dont certaines sont certainement amusantes et d'autres beaucoup plus sérieuses.

Des Québécois — particulièrement des partisans du Bloc québécois — ont sans doute rigolé ces derniers jours en imaginant le chef souverainiste québécois Lucien Bouchard à Stornoway, la résidence officielle du chef de l'opposition officielle à Ottawa. Mais quelques personnes, aussi bien au Canada anglais qu'au Québec, ont probablement commencé à se demander s'il se peut qu'un parti formant l'opposition officielle aux Communes se fasse ravier ce titre par deux autres partis d'opposition ayant conclu entre eux une alliance quelconque.

«Théoriquement, cela est toujours possible», signale un spécialiste du droit constitutionnel, Marcel Pelletier, professeur à l'Université d'Ottawa.

M. Pelletier a une longue expérience des problèmes juridiques émaillant la vie parlementaire à Ottawa: pendant 25 ans, il a pour ainsi dire fait sa résidence du parlement canadien, y remplissant successivement les fonctions de greffier adjoint et de conseiller juridique de la Chambre des communes.

Selon M. Pelletier, si le renversement d'une opposition officielle par deux partis d'opposition ayant fait élire au total un nombre supérieur de députés est théoriquement possible, la réalité politique peut dicter une toute autre ligne de conduite: ces partis d'opposition ayant dû se contenter par exemple d'un troisième et d'un quatrième rang au fil d'arrivée électoral peuvent ne pas parvenir à trouver qu'ils ont suffisamment de choses en commun pour former une coalition; ils peuvent craindre que leurs électeurs respectifs, à l'occasion de prochaines élections, ne leur par-

donnent pas d'avoir ainsi conclu une telle alliance et leur en fassent chèrement payer le prix.

M. Pelletier estime néanmoins que, dans certaines circonstances, deux partis d'opposition n'auraient probablement pas trop de difficulté à faire accepter par leurs électeurs que la gravité de la situation commandait un geste exceptionnel.

«Constitutionnellement, souligne M. Pelletier, une union circonstancielle de deux partis d'opposition et l'obtention du titre d'opposition officielle par le nouveau groupe ainsi créé sont possibles. Au fond, il s'agit d'arrangements internes en ce qui a trait à l'organisation à la Chambre des communes.» Il suffit que les deux partis s'allient dans un groupe suffisamment solide et cohérent pour former à l'intérieur de la Chambre un seul parti, que ce nouveau parti réussisse à se choisir un chef unique et qu'il obtienne des Communes sa reconnaissance comme opposition officielle. Le tout, évidemment, ne devrait pas empêcher les deux formations politiques ainsi réunies à l'intérieur du parlement de

se présenter à l'extérieur comme deux partis distincts.

M. Pelletier reconnaît d'emblée qu'une telle formule a, sur le plan démocratique, quelque chose de choquant: des électeurs ayant élu une opposition officielle pourraient ne pas voir d'un très bon oeil que des formations politiques relégués à un troisième et un quatrième rang concoctent entre elles un stratagème ressemblant à une remise en cause des règles du jeu. «D'ailleurs, dit-il, il y a déjà eu des gens qui ont franché les seuils assez sérieusement lorsque certains députés ont décidé de changer de parti en cours de mandat. L'électorat n'est pas toujours d'accord avec cela.»

Mais le spécialiste voit une autre complication dans l'hypothèse d'un effort de renversement d'une opposition officielle élue démocratiquement seulement par l'électorat québécois: on assisterait alors à la naissance d'un bloc canadien dont la seule raison d'être serait de faire échec à un bloc de députés québécois.

«Ce serait alors, fait remarquer M. Pelletier, le Québec contre le reste du Canada. Et cela risque d'être vilain!»

Charest dénonce l'incohérence de Bouchard

DENIS LABRECQUE
de la Presse Canadienne

VAL D'OR

«On dit qu'Elvis Presley a plus souvent été vu à Ottawa que Lucien Bouchard», a déclaré le vice-premier ministre Jean Charest pendant une visite qu'il effectuait hier dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour appuyer la campagne des candidats conservateurs.

Le vice-premier ministre canadien s'en est longuement pris au chef du Bloc québécois dont il a dénoncé l'incohérence concernant la performance du gouvernement conservateur, au cours d'un discours qu'il a prononcé lors d'un rassemblement à Val d'Or.

«Dans sa lettre de démission, jamais Lucien Bouchard n'a critiqué les politiques conservatrices, a dit M. Charest. Pourquoi a-t-il changé d'opinion? Simplement parce qu'il est devenu le gérant de la succursale du Parti québécois à Ottawa.»

Jean Charest a aussi reproché au chef bloquiste de ne pas avoir défendu les intérêts du Québec après avoir quitté le cabinet Mulroney. Il a rappelé que M. Bouchard s'est opposé au traité de libre-échange canado-américain, qu'il a aussi voté contre le projet de loi portant sur l'implantation de l'agence spatiale à Montréal.

Le vice-premier ministre a aussi pris à partie le chef libéral Jean Chrétien à qui il reproche de vouloir augmenter les taxes. «Nous pensons que les Canadiens paient suffisamment de taxes et qu'il faut dire non aux libéraux», a-t-il ajouté.

Jean Charest a par ailleurs dressé la liste des actions posées par le gouvernement et qui, selon lui, font la preuve que jamais les conservateurs n'ont fait faux bond aux Québécois.

Il a notamment cité en exemple les ententes conclues dans les secteurs de l'immigration, du développement régional et de l'agriculture. Nous avons déposé un projet de loi qui protège les brevets pharmaceutiques qui a entraîné des investissements de plusieurs millions dans la région de Montréal, a indiqué M. Charest.

«Si un parti politique a réussi depuis les neuf dernières années à faire fonctionner le fédéralisme à l'avantage du Québec, c'est le gouvernement conservateur», a-t-il déclaré.

Le député conservateur sortant d'Abitibi, Guy St-Julien, était visiblement fier de la visite du vice-premier ministre même si personne, actuellement, ne met en doute sa réélection.

Le vice-premier ministre participait hier soir à un autre rassemblement. Il a quitté l'Abitibi pour se rendre sur la Côte-Nord, plus particulièrement à Baie-Comeau, dans le bastion de l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

Des nouvelles publicités du PC pour que les gens «se posent les vraies questions»

JULES BELIVEAU

Dans une nouvelle publicité présentée en français à la télévision depuis lundi par le Parti conservateur, c'est un électeur ordinaire qui se fait le plus mordant. Pour lui, il n'est absolument pas question de voter pour Jean Chrétien. Ce propos bien déterminé suit immédiatement une remarque de Jean Charest suivant laquelle un vote en faveur du Bloc québécois risque d'envoyer le chef du Parti libéral au 24 de la rue Sussex.

Une autre nouvelle publicité télévisée destinée aux électeurs francophones du Québec fait voir Kim Campbell en présence des membres québécois de son cabinet. Cette publicité vise à faire comprendre à l'électorat que le Québec sera bien représenté à Ottawa à la condition d'y envoyer des élus appartenant à un parti politique pouvant former le prochain gouvernement.

Des publicités relativement douces, en somme. Ce qui n'est pas tout à fait le cas des nouveaux messages publicitaires produits par le Parti conservateur à l'intention du Canada anglais.

Dans une de ces publicités, on voit un magicien occupé à scier une femme en deux. Dans une autre, un travailleur de la voirie répand une pleine pellette d'argent sur une route en construction.

À Montréal, des représentants du Parti conservateur ont sursauté en entendant la description de ces messages publicitaires produits en anglais. Mais ils sont bien vite revenus de leur surprise, expliquant que les anglophones et les francophones au Canada réagissent très différemment de-

vant certains genres de commerciaux.

C'est dans les officines du Parti conservateur d'Ottawa que l'on a pu fournir des explications satisfaisantes au sujet des pièces de monnaie jetées sur une route en construction et surtout au sujet de la femme coupée en deux.

Jean Pélouquin, aviseur sénior au PC, a indiqué que les images du «gaspiillage d'argent» sur une chantier de construction sont une façon d'amener les Canadiens à réfléchir sur l'absurdité de l'engagement du parti de Jean Chrétien de créer des emplois en rafistolant le réseau routier canadien. Et il a souligné que le truc du magicien affairé à scier une femme veut démythifier les tours de passe-passe que le Reform Party cherche à faire avaler aux électeurs du Canada anglais.

Ni Jean Pélouquin ni le directeur des opérations de la campagne conservatrice au Québec, Denis Pageau, n'ont vraiment reconnu que les nouvelles publicités du PC ont pour objectif de relancer leur formation politique dans la présente course électorale. Tous les deux ont soutenu qu'il était prévu depuis longtemps que de nouveaux messages publicitaires allaient être produits et présentés à la télévision à ce moment-ci de la campagne.

«C'était prévu comme ça, a souligné M. Pageau. Nous avions prévu — en ce qui concerne la publicité en français — que nous aurions d'abord une approche de positionnement de l'équipe conservatrice et que nous ferions en sorte par la suite que les gens se posent les vraies questions sur les programmes offerts par les autres partis.»

trop mal réagi est que les sondages d'opinion des deux semaines passées ont fait disparaître une bonne part de l'incertitude quant à l'issue du scrutin.

«À moins d'un revirement prononcé dans les intentions de vote reflétées par les sondages, je pense que les marchés misent sur une bonne performance des libéraux», a estimé M. Ted Carmichael, économiste sénior à la maison de courtage en placements Burns Fry.

«Les investisseurs s'efforcent maintenant d'évaluer ce qu'impliquerait l'élection d'un gouvernement libéral.»

M. Carmichael a ajouté que si les sondages continuent de donner les libéraux gagnants, cela pourrait entraîner une période de stabilité pour le dollar, dont la

chute, depuis le mois d'août, l'a ramené à ses plus bas niveaux en cinq ans.

Depuis que la campagne a démarré, les marchés financiers ont eu la chance d'avoir accès à des sondages qui tendent à démontrer qu'un gouvernement majoritaire conservateur est assez peu probable, a déclaré M. Rob Palombi, économiste chez MMS International.

Les risques associés à la situation politique sont beaucoup plus connus que les risques et l'incertitude avec lesquels les marchés devaient composer l'an dernier, au moment du référendum, et également pendant la campagne électorale de 1988, a-t-il enchaîné.

Ainsi, dans les semaines qui ont précédé le référendum, le dollar a dégringolé

si brutalement que les taux d'intérêt ont grimpé de deux points de base en un seul jour.

Aux élections de 1988, le dollar a chuté de 2,6 cents en deux semaines, à la suite de la publication de sondages indiquant que la bonne performance de John Turner au débat des chefs avait fait bondir la cote de popularité des libéraux.

Le dollar a commencé la campagne actuelle à 75,92 cents US, et a clôturé mercredi à 74,98 cents US. Le taux préférentiel, d'après lequel sont fixés les taux aux consommateurs, est resté stable dans l'intervalle, à 5,75 pour cent dans la plupart des institutions.

Les économistes disent que la Banque du Canada a acheté des dollars dans le



Mme Audrey McLaughlin a pris le temps de converser avec Tammy Gooch et d'admirer son bébé de sept mois, en faisant campagne à Timmins, hier.

PHOTO PC

Mme McLaughlin reproche aux conservateurs de vouloir vendre l'aéroport de Toronto

Presse Canadienne
TIMMINS, Ontario

Audrey McLaughlin s'est moquée de la «nouvelle façon de faire de la politique» de la première ministre Kim Campbell, hier, en reprochant aux conservateurs de vouloir vendre l'aéroport international de Toronto à des intérêts privés liés aux conservateurs.

«Mme Campbell aime à parler de sa nouvelle façon de faire de la politique, a ironisé le chef néo-

démocrate en inaugurant la deuxième moitié de sa campagne pour les élections du 25 octobre. Dites donc! Ça c'est nouveau! Laissons les lobbyistes prendre le contrôle, laissons nos amis, les grosses compagnies, prendre le contrôle!»

Elle a aussi critiqué la position de Jean Chrétien sur le projet de privatisation, qui doit être signé aujourd'hui.

Rappelant que M. Chrétien a proposé, mardi à Toronto, que le projet soit suspendu jusqu'à ce

que la campagne électorale soit terminée, elle a laissé entendre qu'il voulait tout simplement attendre pour pouvoir ensuite vendre l'aéroport à des partisans libéraux.

Elle s'est par ailleurs livrée à une vigoureuse défense du régime universel d'assurance-maladie et a écouté d'une oreille favorable un autochtone qui a réclamé de l'aide pour les jeunes autochtones, victimes d'une vague de suicides, de toxicomanie et d'alcoolisme.



Preston Manning

Manning prêt à sabrer aussi les budgets de la Défense et des Affaires autochtones

Presse Canadienne
WHITECOURT, Alberta

Si la situation économique du pays ne s'améliore pas, le leader du Reform Party Preston Manning se dit prêt à sabrer les budgets de la Défense et des Affaires autochtones.

M. Manning a déjà fait connaître son plan de réduction du déficit en trois ans, qui serait rendu possible en réduisant de plus de 19 milliards les dépenses du gouvernement fédéral.

«Si c'est nécessaire, nous pouvons encore faire mieux, a-t-il dit. Nous n'avons pas encore sabré le

budget de la Défense, par exemple, ni celui des Affaires autochtones.»

M. Manning souhaite quant à lui le retrait du Canada de l'OTAN, même si cela ne constitue pas un engagement de son parti.

Le Reform Party croit qu'il faut revoir les objectifs du pays en matière de défense, de manière à en limiter les coûts.

Le parti considère que le ministère des Affaires autochtones, par ailleurs, devrait être aboli, et que l'argent ainsi épargné devrait être versé directement aux autochtones.

Les marchés financiers misent sur une bonne performance des libéraux

Presse Canadienne
TORONTO

Ceux qui s'attendaient à voir le dollar et les taux d'intérêt entrer dans une période de turbulence avec le lancement de la campagne électorale en sont quittes pour revoir leurs prévisions.

Le dollar a chuté de 94 centièmes de cent US depuis que la première ministre Kim Campbell a déclenché les élections, le 8 septembre dernier, mais cela n'a pas suffi pour entraîner à la hausse les taux d'intérêt sur les emprunts et les hypothèques.

Les économistes disent qu'une des raisons pour lesquelles le dollar n'a pas

trop mal réagi est que les sondages d'opinion des deux semaines passées ont fait disparaître une bonne part de l'incertitude quant à l'issue du scrutin.

«À moins d'un revirement prononcé dans les intentions de vote reflétées par les sondages, je pense que les marchés misent sur une bonne performance des libéraux», a estimé M. Ted Carmichael, économiste sénior à la maison de courtage en placements Burns Fry.

«Les investisseurs s'efforcent maintenant d'évaluer ce qu'impliquerait l'élection d'un gouvernement libéral.»

M. Carmichael a ajouté que si les sondages continuent de donner les libéraux gagnants, cela pourrait entraîner une période de stabilité pour le dollar, dont la

chute, depuis le mois d'août, l'a ramené à ses plus bas niveaux en cinq ans.

Depuis que la campagne a démarré, les marchés financiers ont eu la chance d'avoir accès à des sondages qui tendent à démontrer qu'un gouvernement majoritaire conservateur est assez peu probable, a déclaré M. Rob Palombi, économiste chez MMS International.

Les risques associés à la situation politique sont beaucoup plus connus que les risques et l'incertitude avec lesquels les marchés devaient composer l'an dernier, au moment du référendum, et également pendant la campagne électorale de 1988, a-t-il enchaîné.

Ainsi, dans les semaines qui ont précédé le référendum, le dollar a dégringolé

si brutalement que les taux d'intérêt ont grimpé de deux points de base en un seul jour.

Aux élections de 1988, le dollar a chuté de 2,6 cents en deux semaines, à la suite de la publication de sondages indiquant que la bonne performance de John Turner au débat des chefs avait fait bondir la cote de popularité des libéraux.

Le dollar a commencé la campagne actuelle à 75,92 cents US, et a clôturé mercredi à 74,98 cents US. Le taux préférentiel, d'après lequel sont fixés les taux aux consommateurs, est resté stable dans l'intervalle, à 5,75 pour cent dans la plupart des institutions.

Les économistes disent que la Banque du Canada a acheté des dollars dans le

but de soutenir la devise, mais a tenté d'éviter une hausse des taux d'intérêt.

Des taux plus élevés sont un attrait pour les investisseurs étrangers, qui les dissuade de se défaire de leurs investissements canadiens et d'entraîner le dollar à la baisse.

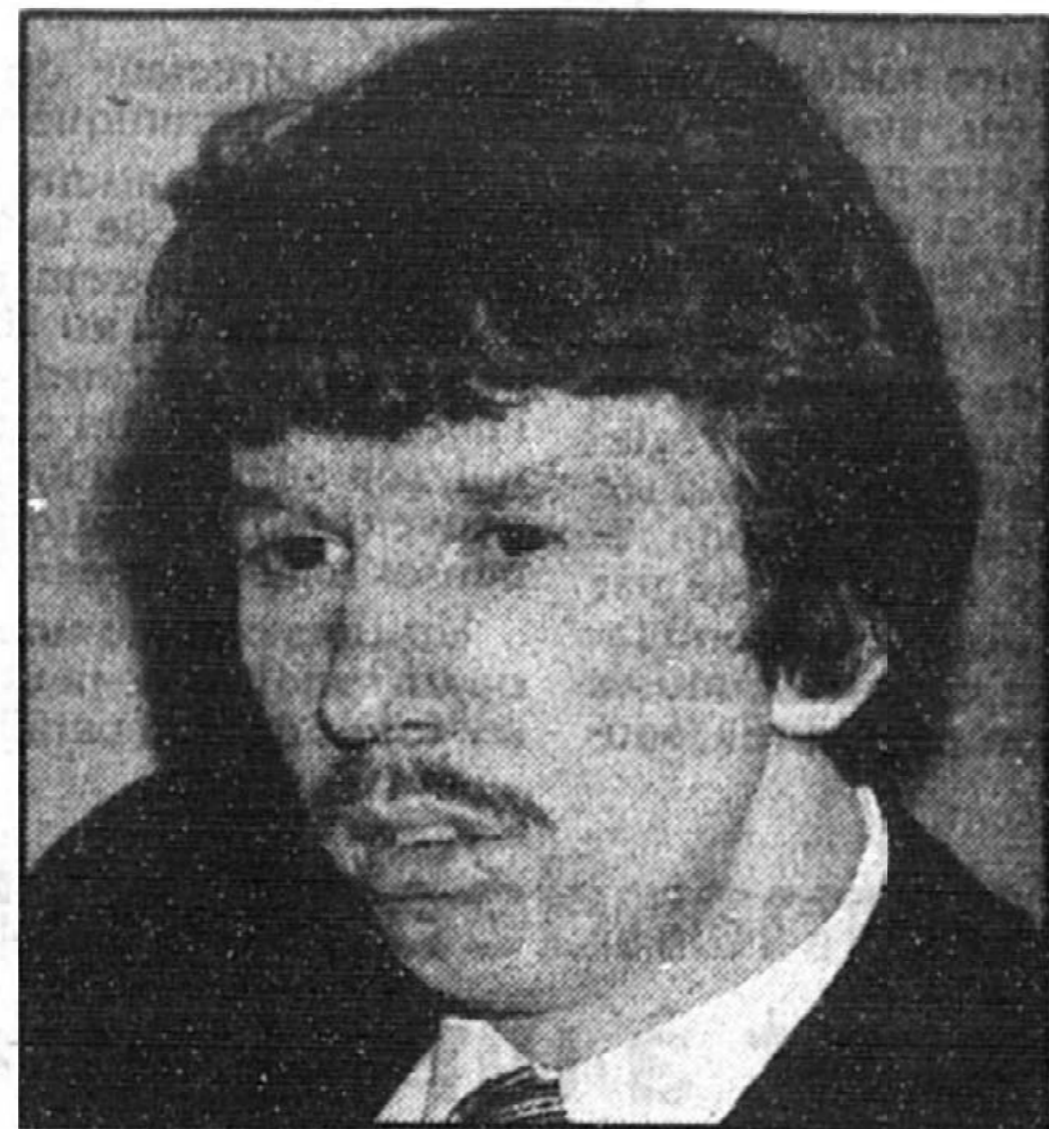
«Ce que la Banque du Canada souhaite réellement c'est de garder les taux d'intérêt bas, et même de les faire baisser encore plus, a déclaré M. Lloyd Atkinson, économiste en chef à la Banque de Montréal. Si cela signifie un dollar plus faible, cela ne les dérange pas, à cause de la faiblesse de l'économie.»

Même si le dollar a baissé récemment, le marché boursier est demeuré plutôt morose. Mercredi, cependant, l'indice TSE 300 de Bourse de Toronto a grimpé de 41,37 points.

ELECTIONS 93



Lise Bourgault



Jean-Pierre Blackburn



Monique Landry

La conservatrice Lise Bourgault voit venir une incontournable vague bloquiste

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne

OTTAWA

Les conservateurs auront fort à faire pour enrayer la vague du Bloc québécois qui risque de balayer le Québec, croient quelques députés conservateurs du Québec.

À 19 jours des élections du 25 octobre, la députée Lise Bourgault affirmait hier au cours d'une brève entrevue accordée au réseau Radiomutuel que la vague de fond du Bloc qui déferle sur le Québec est incontournable.

«Aucune stratégie ne pourrait changer actuellement l'issue de la campagne», admettait-elle tout bonnement.

«On est rendu à 19 jours d'une élection et j'ai comme l'impression qu'il y a une vague de fond qu'il est impossible d'enrayer», a-t-elle poursuivi sans ambages.

Selon la députée d'Argenteuil-Papineau, la population a tort de prendre des décisions «irrationnelles» fondées sur le bilan des conservateurs de Brian Mulroney. Elle explique l'engouement des Québécois pour le Bloc en disant que c'est l'amertume des électeurs qui se retourne contre les partis traditionnels.

Et elle ajoute que les électeurs semblent décider à voter pour le Bloc sans se préoccuper de la qualité de ses candidats.

Mme Bourgault avait été courtisée par le Bloc. Mais elle ne regrette rien.

«Je ne regrette rien du tout parce que l'option du Bloc québécois est avant tout la souveraineté du Québec. Je ne crois pas à cette op-

tion, donc je ne regrette pas du tout d'être à bord du bateau même s'il chavire», a-t-elle enchaîné.

Pour sa part, le député de Jonquières Jean-Pierre Blackburn concède qu'il est en difficulté dans sa circonscription. Avec 22 pour cent des intentions de vote, un sondage local le place en deuxième position derrière le Bloc qui récolte 41 pour cent. Environ 60 pour cent des répondants jugent toutefois son travail de député satisfaisant ou très satisfaisant.

M. Blackburn reconnaît que le Bloc fait une percée dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean où le député conservateur André Harvey est aussi en difficulté. Mais il demande aux gens d'être logiques avec eux-mêmes et de le réévaluer car «il sait se tenir debout» à la Chambre des communes. Si vague il y a, dit M. Blackburn, «il veut être la roche qui colle à la vague».

Monique Landry, ministre du Patrimoine et lieutenant politique du Québec, ne le voit pas ainsi.

«Je ne parlerais pas d'une vague. Je dirais bien sûr qu'on sent une certaine partie de la population qui serait peut-être tentée de donner son appui au Bloc, a-t-elle indiqué à la Presse Canadienne. Au départ, il y a une couche de séparatistes qui sont immuables. Il y a quand même un bon pourcentage de gens qui sont tentés de voter pour le Bloc, mais je pense qu'ils ne demandent pas mieux que de se faire convaincre de revenir avec les conservateurs.»

Mme Landry reconnaît que les conservateurs ont commis l'erreur de minimiser l'élan du Bloc en début de campagne. Les sondages les ont vite ramenés à la réalité. Elle croit que le moment est venu de démythifier le Bloc.

«Ce n'est pas un phénomène accidentel», a-t-il affirmé hier au cours d'un entretien. Selon lui, le vote pour le Bloc est maintenant très ferme. Si la tendance se poursuit, le Bloc pourrait facilement faire élire une cinquantaine de députés à Ottawa.

Le ministre de l'Environnement, Pierre H. Vincent, refuse, lui aussi, de croire que les «conservateurs sont en déroute».

Le vice-président des sondages politiques de la maison CROP Claude Gauthier a signalé pour sa part que la tendance en faveur du Bloc se maintenait.

«Arrêtez de vous faire dorer la

«Jean Chrétien va faire sauter la banque», dit Mme Campbell

MICHEL HÉBERT
de la Presse Canadienne

NEWCASTLE N.B.

La première ministre Kim Campbell accuse le chef libéral Jean Chrétien de vouloir créer des «emplois temporaires» au détriment d'une saine gestion des finances publiques.

Quant au chef bloquiste Lucien Bouchard, il berne les Québécois en ne visant qu'un seul objectif: provoquer la «brisure du pays».

«Jean Chrétien va faire sauter la banque», a lancé Mme Campbell devant une association de gens d'affaires, à Newcastle, au Nouveau-Brunswick où elle amorçait hier une brève tournée des provinces maritimes.

«Jean Chrétien, a-t-elle poursuivi, veut retourner aux politiques qui ont échoué dans le passé, des politiques qui ont fait grimper les taxes et le déficit, augmenter l'inflation et les taux d'intérêt, des politiques qui ont mis en danger l'épargne des Canadiens.»

Même si elle a gardé ses plus dures attaques pour les libéraux, la première ministre n'a pas oublié de lancer quelques flèches au Bloc québécois, plus au profit des médias nationaux qu'à celui de son auditoire néo-brunswickois.

Mme Campbell leur a dit que Lucien Bouchard n'avait pas l'intention de rester très longtemps aux Communes. Le chef bloquiste quitterait Ottawa au plus tôt pour soutenir le projet du Parti québécois de réaliser l'indépendance du Québec.

«Les députés conservateurs ne se précipiteront pas à l'Assemblée nationale pour poursuivre leur rêve de la séparation», a-t-elle déclaré en français, désireuse de voir son message transmis aux Québécois par les médias électroniques.

Mme Campbell a été beaucoup plus sévère à l'endroit du leader libéral. Le programme de restauration et de construction des infrastructures, le crédo de Jean Chrétien depuis le début de la campagne, serait irréalisable compte tenu de l'endettement des provinces et des municipalités canadiennes, a expliqué avec verve Mme Campbell.

«Où les provinces et les municipalités vont-elles prendre l'argent», avait-elle demandé en martelant devant un audient d'écologistes, à Beresford.



La première ministre Kim Campbell effectuait hier une tournée au Nouveau-Brunswick.

PHOTO PC

La dette afflige autant le gouvernement fédéral que les provinces ou les municipalités, a-t-elle fait comprendre.

Selon une récente évaluation de la banque Toronto Dominion, la dette du fédéral atteint 490 milliards et celle des provinces 200 milliards. Et selon l'Union des municipalités du Québec, les 1500 corporations municipales québécoises devaient plus de 11 milliards en 1991.

Si d'aventure le programme libéral avait quelque succès, a concédé Mme Campbell, il ne créerait que des «emplois temporaires» dont le coût sera faramineux.

La leader conservatrice a rappelé que par le biais d'un simple amendement à la Loi sur les petites entreprises, son gouvernement avait permis la création potentielle de 83 000 emplois. Pas

moins de 37 000 ont déjà été créés en facilitant le financement des projets des petites entreprises, a indiqué Mme Campbell.

«Ça ce sont des emplois qui vont durer, a-t-elle dit, des emplois créés par et pour la communauté.»

Devant son auditoire silencieusement poli, la première ministre a défendu son programme de lutte contre le déficit et de compressions de 7 milliards des dépenses fédérales, seule option réaliste à favoriser le 25 octobre prochain, a-t-elle dit.

«La seule façon de faire baisser les taxes, a affirmé Mme Campbell, c'est de faire baisser le déficit.» Un terrain sur lequel Jean Chrétien n'ose pas s'engager, selon elle.

«Il se cache, a déclaré Mme Campbell, mais il a l'obligation de dire aux Canadiens ce qu'il compte faire.»



Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Un vrai «bloc» dans Papineau

Même si elle se répète rarement, l'Histoire est toujours riche de leçons. Ou de suggestions concrètes qui s'avèrent fort utiles. Le candidat du Bloc dans Papineau, Daniel Boucher, vient d'en faire l'expérience en y trouvant une idée originale pour aider au financement de sa campagne.

Originale aujourd'hui, sûrement, mais pas vraiment nouvelle puisqu'elle a fait fureur au début des années quarante. Il s'agit de vendre aux militants et aux sympathisants des symboles du Bloc sous forme de petits cubes en bois vernis ornés de l'emblème du parti. On serait en voie d'épuiser le lot initial de 500 «blocs» fabriqués par un ébéniste local et vendus à 3,50 \$ l'unité. Si la demande se maintient et en prévision d'un éventuel grand meeting régional, on songe à placer une nouvelle commande à l'artisan.

M. Boucher reconnaît avoir puisé cette idée dans l'histoire du Bloc populaire, publiée chez QuébecAmérique, par le journaliste Paul-André Comeau. Un juste retour des choses, explique-t-il avec humour, car son père a été un des organisateurs de René Hamel, élu député fédéral du Bloc dans... Saint-Maurice (tiens! tiens!) en 1945. Le même René Hamel

qui allait plus tard se faire élire comme libéral à Québec et passer à l'Histoire comme un des plus tenaces adversaires de Maurice Duplessis avant de siéger au conseil des ministres dans le gouvernement de Jean Lesage.

On peut s'étonner qu'en si bonne voie, l'actuel adversaire du député libéral sortant, André Ouellet, n'ait pas retenu le slogan popularisé, il y a cinquante ans, par les Henri Bourassa, Maxime Raymond, André Laurendeau, Camilien Houde ou le futur maire de Montréal, Jean Drapeau, qui demandait aux Québécois de voter «en bloc pour le Bloc».

Autre temps, autres moeurs, on note, cependant, en consultant la liste des «comités» du Bloc québécois, qu'une bonne vingtaine d'organisations locales ont réussi à se faire attribuer un numéro de téléphone dont les quatre derniers chiffres forment le mot «bloc». Une astuce mnémotechnique dont il ne pouvait évidemment pas être question à l'époque du Bloc populaire. Pas plus que les sondages, si à la mode aujourd'hui, sur lesquels se fondent les dirigeants du Bloc actuel pour espérer obtenir des résultats plus convaincants que les succès éphémères de leurs prédécesseurs.



Le candidat du Bloc dans Papineau, Daniel Boucher, vient de trouver une idée originale pour aider au financement de sa campagne. Il vend aux militants et aux sympathisants des symboles du Bloc sous forme de petits cubes en bois vernis ornés de l'emblème du parti.

COMME PAR HASARD!

La National Citizens' Coalition a publié mardi, à Ottawa, une brochure de 22 pages dénonçant diverses formes de gaspillage des fonds publics. Invitant les électeurs canadiens à exiger du futur gouvernement une «chirurgie radicale» dans son prochain budget d'opération, le document passe en revue des dépenses effectuées depuis trois ans que cet organisme juge inadmissibles et dont le total atteindrait 5 milliards.

Hier, le Toronto Star publiait, en manchette, sous le titre «Voici à quoi servent vos taxes...» huit exemples de gaspillages tirés de ce rapport. Et, comme par hasard, les deux premiers sont la subvention de plus de 3 millions versée au Musée de l'humour de Montréal — déjà sévèrement dénoncée par la plupart des médias du Québec — et l'aide de 400 000 au Festival des montgolfières à Saint-Jean. Il importe de noter que tous les autres cas cités ne mettent en cause que l'administration fédérale sans référence à d'autres régions du Canada qui auraient aussi indûment profité, comme le Québec, du produit des taxes des citoyens canadiens.

Parmi les points soulevés, on insiste aussi sur la trop grande générosité du régime de retraites des parlementaires fédéraux. Là encore, toujours sans doute par hasard, on cite un seul cas. Et c'est celui de l'ex-député du Bloc, Jean Lapierre, qui recevrait une pension annuelle de 40 000 \$ qui représenterait un grand total de 4 millions, précise le texte, s'il atteint 75 ans! Pas un mot, bien sûr, sur les sommes qu'encaisseront les Joe Clark, Barbara McDougall, John Crosbie, John Turner, Sinclair Stevens et autres ex-parlementaires canadiens qui ont en commun cette particularité de n'être pas originaires du Québec. Mais ce n'est qu'un hasard!

UNE CLIENTÈLE CAPTIVE POUR LE NPД

Par le temps qui court, les bonnes nouvelles sont rares pour le NPД. Surtout au Québec. Son candidat dans Berthier-Montcalm, Jean-Pierre

De Billy, a donc sans doute été heureux d'apprendre qu'il peut compter sur l'appui d'une clientèle on ne peut plus captive. Celle d'une quarantaine de pensionnaires du Centre de détention de Saint-Jérôme.

Dans un geste peu fréquent en campagne électorale, ces détenus ont tenu à signer de leur main un bref communiqué dans lequel ils affirment que «M. De Billy est un candidat de première classe» et l'assurent de leur «support moral». Ne pouvant, pour des raisons évidentes, aller faire du porte-à-porte en sa faveur, ils disent néanmoins espérer que «la population de la région Laurentides-Lanaudière lui rendra le mérite qui lui revient».

DE LA FUMÉE SANS FEU

Vif émoi, mardi, au quartier général du Parti conservateur à Ottawa qu'on a dû évacuer en raison de ce qui semblait être un début d'incendie. N'ayant d'abord pas tenu compte du signal d'alarme qui s'était déclenché, on a finalement dû se rendre à l'évidence en voyant une épaisse fumée envahir les locaux.

Les pompiers n'ont pas mis de temps à découvrir la source du problème. Un récipient contenant du goudron brûlant sur le toit de l'immeuble présentement en réfection. L'alerte passée, les stratégies de Kim Campbell ont réintégré leurs bureaux en rêvant peut-être que les mauvaises nouvelles qui s'accumulent ne soient aussi que de la fumée sans feu. Reste à savoir combien auront compris qu'on a toujours tort de négliger des signaux d'alarme.

AUJOURD'HUI

- À 18 jours du scrutin:
 - Kim Campbell passe la journée à Saint-John's, Terre-Neuve et se rend ensuite à Toronto.
 - Jean Chrétien sillonne la Colombie-Britannique.
 - Lucien Bouchard fait campagne à Québec et à Saint-Georges-de-Beauce.
 - Audrey McLaughlin poursuit sa tournée à Saskatoon avant de s'envoler ce soir pour Vancouver.

BAROMÈTRE SOM - LA PRESSE - TVA

Intentions de vote (%)				
	PC	PLC	BQ	NPД
3 octobre	23	26	46	1
4 octobre	24	26	44	2
5 octobre	22	26	47	2

Popularité des chefs (%)				
	CAMPBELL	CHRÉTIEN	BOUCHARD	MC LAUGHLIN
3 octobre favorable	39	27	42	14
défavorable	42	57	36	45
4 octobre favorable	39	26	43	13
défavorable	40	55	35	44
5 octobre favorable	36	26	42	15
défavorable	41	54	33	43

Infographie La Presse

Le Baromètre SOM - La Presse - TVA d'aujourd'hui comporte peu de changements par rapport à la veille. On notera toutefois que le nombre d'indécis est passé de 34 à 36 p. cent, ce qui est beaucoup à ce stade-ci de la campagne.

Si on regarde l'appréciation des chefs que font les vrais indécis (27 p. cent quand on exclut ceux qui ne voteront pas et ceux qui ne veulent pas dévoiler leur préférence), on constate que c'est Kim Campbell, du PC, qui est la mieux vue des indécis. Vingt-neuf p. cent lui sont favorables (contre 28 p. cent, les autres ne se prononçant pas), alors que c'est 24 p. cent (contre 31 p. cent) dans le cas de Lucien Bouchard, du Bloc, et 19 p. cent (contre 39 p. cent) quand il est question du chef libéral Jean Chrétien.

Kim Campbell attire le vote des femmes

LOUIS FALARDEAU

La présence d'une femme à la direction du Parti conservateur influencera le vote des femmes le 25 octobre prochain.

Un sondage Gallup réalisé entre le 17 et le 23 septembre auprès de 1015 répondants nous apprend en effet que beaucoup ont changé leur intention de vote en faveur des conservateurs quand Brian Mulroney a été remplacé par Mme Campbell.

SONDAGE GALLUP

Si on compare le Gallup de février 93 — le dernier réalisé avant la démission de M. Mulroney — avec celui de septembre, on constate que la remontée des conservateurs, qui sont passés de 21 à 30 p. cent des intentions de vote, s'explique surtout par le changement d'allégeance des Canadiennes.

Elles n'étaient en effet que 19 p. cent à choisir le PC en février,

alors que c'est maintenant le tiers (33 p. cent) d'entre elles qui appuient le parti de Kim Campbell. Chez les hommes, le changement a été beaucoup moins important: 22 p. cent de conservateurs en février contre 27 p. cent aujourd'hui.

Gallup a également regardé les changements d'allégeance entre les élections de 88 et son dernier sondage. On constate qu'il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes quand il s'agit de passer d'un autre parti au Parti libéral ou au Bloc québécois.

Mais alors qu'il y a beaucoup plus d'hommes (32 p. cent) que de femmes (22 p. cent) chez ceux qui sont passés au Reform Party, c'est le contraire pour les changements d'allégeance vers le PC: 20 p. cent de femmes et 11 p. cent d'hommes.

Enfin, si on demande aux Canadiens, en faisant abstraction de leurs penchants politiques, de dire quel chef de parti ferait le meilleur premier ministre, 40 p. cent des femmes optent pour Kim Campbell, contre 34 p. cent des hommes.

Six mois de prison pour Denis Pronovost

Presse Canadienne

SHAWINIGAN

Le député démissionnaire de Saint-Maurice aux Communes, Denis Pronovost, a été condamné hier par le juge Luc Trudel, de la Cour du Québec, à des peines de six mois et de deux mois d'emprisonnement. Les sentences seront purgées concurremment.

Le député Pronovost a été reconnu coupable en juin sous deux chefs d'accusation d'agression sexuelle sur des jeunes hommes âgés de 21 et 22 ans. L'une de ces agressions avait été commise en mars 1991 à son bureau de comté, à l'encontre d'un jeune homme de sa connaissance venu lui demander un emploi. Cette accusation lui a valu la plus lourde des peines d'emprisonnement. Dans l'autre cas, les actes se sont produits en mars de la même année, dans un motel de Trois-Rivières. À l'issue d'un copieux repas dans un restaurant, le député y avait attiré un autre jeune homme à son emploi depuis peu. Dans ce cas, la peine a été de deux mois de prison.

Aussitôt après le prononcé de la sentence, Denis Pronovost a été conduit au quartier cellulaire du palais de justice. Le garde de sécurité qui l'escortait n'a pas cru nécessaire de passer les menottes à l'homme public qui l'a suivi sans difficulté.

Dans la foulée du prononcé

de la sentence, l'avocat de l'accusé, Me Gabriel Lapointe, est allé à la rencontre du procureur public, Me Pierre Boutin. Mais ce dernier a repoussé les papiers que lui tendait Me Lapointe. Ceux-ci étaient constitués d'une photocopie d'une requête en libération provisoire qui sera présentée à la Cour d'appel du Québec. Mais surtout, la liasse contenait une renonciation aux délais pour l'audition de cette requête.

En refusant de la signer, Me Boutin a obligé Me Lapointe à faire signifier sa requête par huissier et à obtenir une date d'audition. Le refus de Me Boutin fera en sorte que Denis Pronovost sera emprisonné au moins jusqu'à mardi prochain. Le procureur de Shawinigan a justifié son refus en disant qu'il agissait toujours ainsi.

Me Boutin s'est d'ailleurs dit pleinement satisfait des peines d'emprisonnement imposées à Denis Pronovost. Bien qu'il ait réclamé une peine plus forte (un an d'emprisonnement), Me Boutin a expliqué qu'il souhaitait avant tout que la prison vienne sanctionner les actes reprochés au député fédéral.

Pour sa part, Me Lapointe n'a pas voulu commenter la sentence. Il a dit qu'il se donnait quelques jours de réflexion avant de décider s'il choisissait d'aller en appel sur la sentence. Déjà, il a inscrit le jugement en appel.

Manquement à la loi référendaire: 200 \$ d'amende à Rothmans, Benson & Hedges

Presse Canadienne
QUÉBEC

Une autre entreprise privée a admis sa culpabilité et enfreint la Loi sur la consultation populaire au référendum de l'an dernier sur l'entente de Charlottetown.

Rothmans, Benson and Hedges inc. a en effet admis avoir fait distribuer, sans autorisation, un dépliant favorable au «Oui» sans autorisation. Ça lui coûte 200 \$.

Déjà, une autre société, Canadair de Montréal, avait été condamnée pour s'être prononcée en faveur du «Oui» et en le manifestant clairement dans les enveloppes de paye des employés.

Dans le cas de Rothmans, l'entreprise «a fait une dépense réglementée en faisant distribuer à ses employés, pendant la période référendaire, une lettre signée par son président, dont le contenu favorisait une des options soumises à la consultation populaire», sou-

ligne le Directeur des élections dans un communiqué émis hier.

Ces condamnations tiennent à la particularité de la Loi québécoise sur le financement populaire, qui exige qu'au cours d'une campagne référendaire, «seul l'agent officiel d'un comité national, son adjoint ou un agent local peuvent faire ou autoriser des dépenses réglementées».

Un tiers comme une entreprise ou un syndicat ne peut pas mettre ses fonds dans la bataille.

Une injonction est demandée afin de lever un blocus menant à un dépotoir

Presse Canadienne
LATERRIÈRE

La MRC du Fjord-du-Saguenay a pris la décision de réclamer une injonction pour faire lever le blocus érigé hier matin par un groupe de citoyens de Laterrière sur le principal chemin menant au site d'enfouissement sanitaire de cette localité.

Le préfet de la MRC, M. Jean Halley, s'est dit déçu de la tournure des événements en rappelant que des discussions étaient en cours depuis la fin du mois de juin avec les élus de Laterrière concernant la fermeture de ce site.

«Le dossier ne progressait peut-être pas au rythme souhaité par

les gens de cette municipalité, mais à tout le moins, il progressait», a-t-il indiqué.

Le préfet Halley a signalé qu'un échéancier de fermeture ne pourra être avancé tant et aussi longtemps que les firmes de professionnels mandatés pour ce faire, n'auront pas déposé le fruit de leurs recherches.

«La présente situation commande que nous consultations nos aviseurs légaux, car les pourparlers menés en cours de journée avec le maire Paul-Dominique Gagnon n'ont malheureusement pas permis d'asseoir les parties concernées à une même table», a précisé M. Halley.

«Il faut agir, a-t-il ajouté, car les différents transporteurs de déchets domestiques qui ont régu-

lièrement à se rendre au site d'enfouissement s'impatientent, et cet arrêt peut rapidement devenir coûteux.»

De son côté, le directeur général de la ville de Laterrière, Daniel Vaillancourt, a déclaré que la municipalité exigeait que la MRC lui fournisse un échéancier précis et des garanties relativement à la fermeture anticipée de même que des compensations adéquates pour les tracasseries endurées par les citoyens de cette localité pendant «des années et des années».

«Nous resterons ici tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas obtenu satisfaction», a confié de son côté le président du Comité d'environnement de Laterrière (CEL), Eric Clairvoyant, sur les lieux du blocus.

La cote de crédit de la Nouvelle-Écosse est révisée à la baisse

PC
HALIFAX

Un budget plein de coupes et de taxes déposé par le gouvernement libéral de la Nouvelle-Écosse n'a pas suffi pour empêcher une importante agence américaine d'évaluation du crédit de changer à la baisse la cote de crédit de la province.

Moody's Investors Service a en effet fait passer mercredi de A3 à A2 la cote de la Nouvelle-Écosse en émettant un communiqué critiquant fortement un «déséquilibre budgétaire grandissant» qui a résulté en une accumulation rapide de la dette.

Au même moment, une autre agence new-yorkaise, Standard and Poors, a indiqué qu'elle maintenait sa cote A pour la province.

C'est la première fois en 10 ans que la cote de la Nouvelle-Écosse est révisée à la baisse.

D'après Moody's, la dette nette de la province devrait s'accroître au cours des deux prochaines années, dépassant le niveau actuel de 44 pour cent du produit intérieur brut de la Nouvelle-Écosse — soit le niveau d'endettement le plus élevé au Canada après Terre-Neuve et la Saskatchewan.

Faire affaire aux États-Unis : rien de plus simple!

Envolez-vous sans escale vers New York ou Boston pour être en liaison avec le reste de l'Amérique.

De nos jours, les budgets et les échéanciers tendent à se resserrer de plus en plus. Voilà pourquoi vous avez besoin d'un service des plus avantageux. En vous envolant avec Delta, vous êtes assuré de faire une bonne affaire.

En effet, Delta vous offre des vols sans escale chaque matin à partir de Montréal vers nos plaques tournantes, New York et Boston. De ces deux villes, nous vous assurons une correspondance rapide vers plus de 200 destinations d'affaires. Vous pourrez donc vous rendre facilement dans les centres importants comme Atlanta, Dallas/Ft. Worth et Washington.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour réserver, consultez votre agent de voyages ou appelez Delta au (514) 337-5520. Une façon simple de faire une bonne affaire.



DELTA AIR LINES

TOUT VA BIEN.



ÉTEIGNEZ DES FEUX.
GÉREZ VOTRE TEMPS.
MAÎTRISEZ LA SITUATION.
LE MONDE ÉVOLUE VITE.
FAUT PAS FAIRE D'ERREUR.

Faut être sûr que **tout va bien**.

Avec le réseau cellulaire Cantel,
tout va... bien ! Pour en tirer le maximum,
comptez sur

« Un choix à votre mesure^{MC} »

de Cantel, une gamme de programmes
tarifaires des plus abordables.

Gardez ainsi le parfait contrôle
de votre budget mensuel. Rendez visite
au détaillant Cantel le plus près
de chez vous; le cellulaire, c'est son affaire!

N'oubliez pas qu'avec Cantel,
vous savez que **tout va bien**.

Seul le spécialiste a le pouvoir
de toujours vous offrir
ce qu'il y a de mieux.

Renseignements ?

Composez le 1 800 361-5410.

CANTEL[®]

LE POUVOIR DU RÉSEAU[™]



Sharon Carstairs

Sharon Carstairs publie ses mémoires

Presse Canadienne
WINNIPEG

« Une garce au ton cassant, une grande gueule. »

C'est l'opinion qu'avaient d'elle certains membres de sexe masculin du Parti libéral du Manitoba qui avaient tenté de lui barrer la route à la direction de cette formation politique il y a une décennie, d'après les mémoires de Sharon Carstairs.

Dans son livre qui vient tout juste de sortir, « Not One of the Boys », Mme Carstairs raconte comment c'était, lorsqu'elle s'est lancée dans la course où presque tous les candidats étaient des hommes, elle qui n'est pas connue pour sa timidité.

Au cours d'une réunion visant à promouvoir son leadership, par exemple, Mme Carstairs n'a pas hésité une seconde à dire les quatre vérités aux organisateurs d'un parti en perte de vitesse et à leur expliquer pourquoi ils avaient besoin de quelqu'un possédant sa personnalité, quelqu'un qui n'a pas la langue dans sa poche.

« Il me semble que ce parti a besoin de quelqu'un à la langue bien pendue pour lui redonner de la vigueur et pour qu'il puisse être entendu. »

En 1984, lorsqu'est elle devenue leader, les libéraux ne disposaient pas d'un seul siège à l'Assemblée législative. Mais Mme Carstairs n'a pas pris une minute de repos, balayant la province comme une tornade. Et, en 1988, elle fit mordre la poussière au NPD et devint la première femme à diriger un parti formant l'opposition officielle.

Maintenant, à 51 ans, elle n'est plus chef de parti et elle abandonnera son siège à l'Assemblée législative aux prochaines élections. Son livre raconte toutes les péripéties qu'a connues sa carrière politique — particulièrement le rôle qu'elle a joué dans les récentes guerres constitutionnelles — avec un mélange de triomphe et de consternation.

Le triomphe: parce que la mort de deux propositions visant à amender la constitution — Meech Lake et plus tard, l'accord de Charlottetown — justifiaient sa position, à savoir qu'elles causeraient toutes deux du tort au Canada. Consternation: parce que la politique n'est pas toujours quelque chose de plaisant.

POUR RÉALISER VOS RÊVES . . . LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Tout le monde a un rêve à réaliser. Quels que soient vos buts dans la vie, vous pouvez les atteindre grâce aux Obligations d'épargne du Canada.

Depuis 47 ans, elles sont l'investissement favori de millions de Canadiens.

Cette année, la période de vente sera du lundi 18 octobre au lundi 1^{er} novembre. Ne manquez pas l'occasion d'acheter les vôtres.

SÔRES

Les Obligations d'épargne du Canada sont entièrement garanties par le gouvernement du Canada. Elles constituent un placement sûr qui ne perd jamais de valeur.

PROFITABLES

Les Obligations d'épargne du Canada offrent un taux de rendement concurrentiel. Cette année, le taux d'intérêt et la limite d'achat seront annoncés à la mi-octobre.

ENCAISSABLES

Avec les Obligations d'épargne du Canada, votre argent n'est jamais gelé, car elles sont encaissables en tout temps.

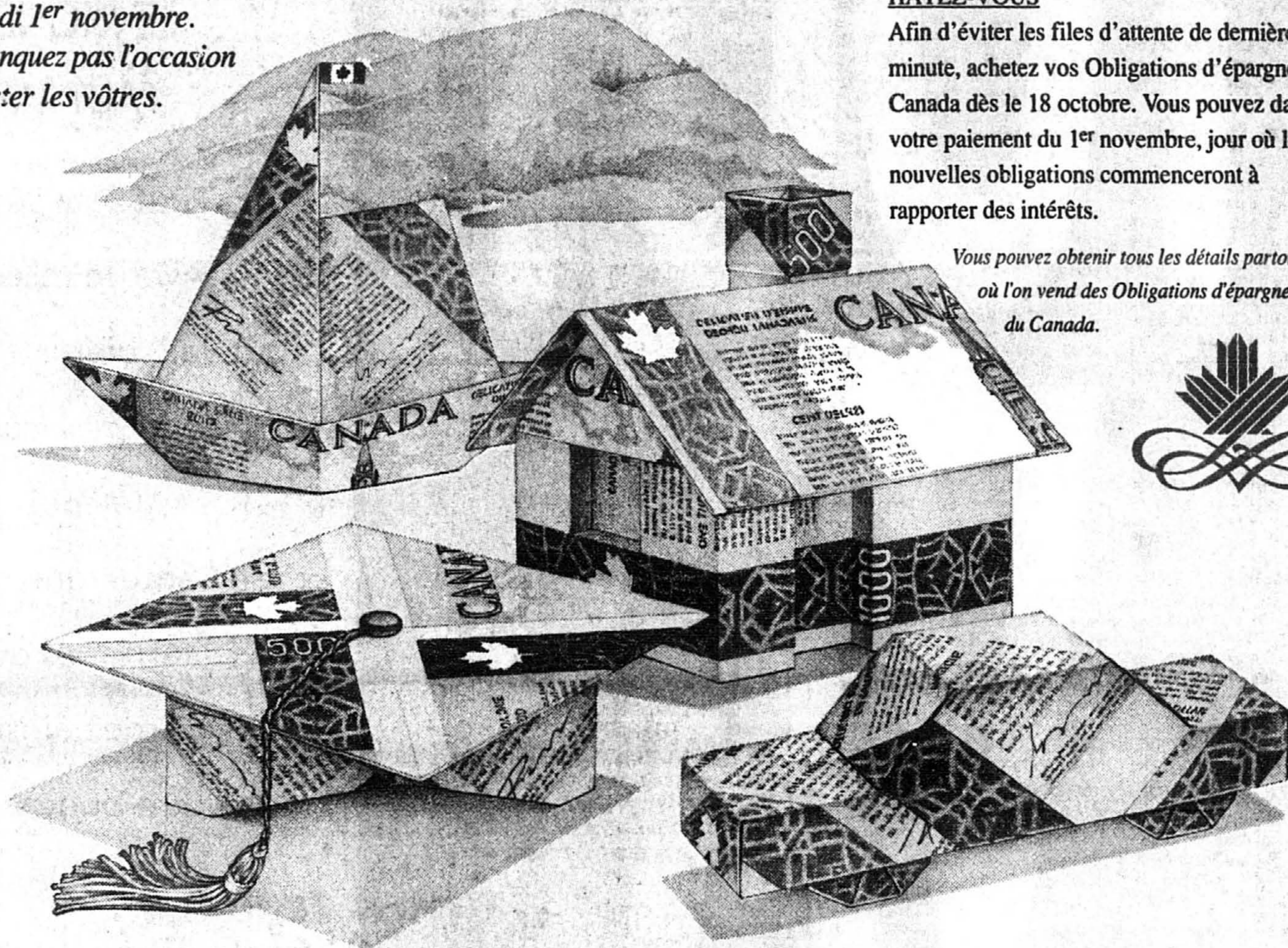
IL EST FACILE DE S'EN PROCURER

Vous pouvez acheter les nouvelles Obligations d'épargne du Canada à votre institution financière. De nombreux employeurs offrent également à leur personnel l'occasion d'acquiescer des obligations par le Mode d'épargne sur le salaire.

HÂTEZ-VOUS

Afin d'éviter les files d'attente de dernière minute, achetez vos Obligations d'épargne du Canada dès le 18 octobre. Vous pouvez dater votre paiement du 1^{er} novembre, jour où les nouvelles obligations commenceront à rapporter des intérêts.

Vous pouvez obtenir tous les détails partout où l'on vend des Obligations d'épargne du Canada.



Canada

Achetez les vôtres du 18 octobre au 1^{er} novembre.

LA CONFIGURATION DU PRODUIT ETCH-A-SKETCH EST UNE MARQUE DÉPOSÉE DE LA DHD ART COMPANY.

LE ETCH-A-SKETCH?

ON VOUS L'A OFFERT EN CADEAU. VOUS L'AVEZ ENSUITE OFFERT À VOS ENFANTS. ET VOUS L'OFFRIREZ SANS DOUTE AUSSI À VOS PETITS-ENFANTS. CE FUT, POUR NOMBRE D'ENTRE NOUS, NOTRE PREMIERE INCURSION DANS LE MONDE DE LA TECHNOLOGIE. ET DE LA MAGIE. IL CONTINUE DE NOUS ÉMERVEILLER PAR LA DURABILITÉ REMARQUABLE DE SA POPULARITÉ. SURTOUT AUJOURD'HUI, ALORS QUE NOUS EN SOMMES ENCORE À ESSAYER DE DESSINER UNE LIGNE DIAGONALE DROITE.

**QU'EST-CE
QUI DURE
PLUS
LONGTEMPS?**

LE COPIEUR TOSHIBA.

LE COPIEUR TOSHIBA EST ÉGALEMENT REMARQUABLE POUR SA DURABILITÉ. ON DIT SOUVENT QUE TANT QU'IL Y AURA DU PAPIER, LE TOSHIBA CONTINUERA DE COPIER. QUEL QUE SOIT LE MODÈLE. PARCE QUE CHACUN A SUBI PLUS DE CENT ESSAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE RÉSISTANCE AUX CONTRAINTES. QU'EST-CE QUI DURE PLUS LONGTEMPS? NOUS DEVRONS PATIENTER POUR LE DÉCOUVRIR.

TOSHIBA
Une force du monde d'aujourd'hui.